

La Gueule ouverte

n° 251 / Hebdomadaire / 7 mars 1979 / 5 FF

Suisse 2,50 FS / Belgique 42 FB

Le droit d'objecter, le droit de se taire

Le pouvoir déclare la guerre aux objecteurs de conscience
et dissout leur association. C'est un brin de liberté qui s'en va.
(voir page 6)



Photo Christian Weiss

OÙ EN EST LE MOUVEMENT DES FEMMES ?

(voir pages 9 à 12)

- *L'énergie solaire en Bretagne* ●
- *Les mairies autogérées* ●
- *Italie : le Partito Radicale et les élections* ●

Communiqué

Madame Isabelle Cabut fait savoir qu'elle ne répond désormais plus des dettes morales de l'hebdomadaire «La Gueule Ouverte» dont elle est définitivement séparée.

Autopsie de Lucien Barnier

Lucien Barnier était chroniqueur scientifique, aux bons moments d'écoute, à la radio centrale, officielle et tricolore. Il vient de mourir d'un cancer. Dans ces émissions, Barnier s'était toujours prononcé pour les technologies dures, lourdes et voraces, les physiques et chimies empoisonnées. Il était un fervent adepte du nucléaire. C'était pour lui question de Foi et d'Espérance, sinon de Charité nul doute, il fallait aller de l'avant ; pas de problème créé par la technique que la technique ne puisse résoudre. Progrès, progrès ! Barnier était pour nous la voix de l'impérialisme technologique, de l'impérialisme tout court.

La retransmission, début février, de sa «radioscopie» par Jacques Chancel confirme ce que nous pouvions redouter quant à la structure psychologique de cet homme et des mâles dominants du Système actuel.

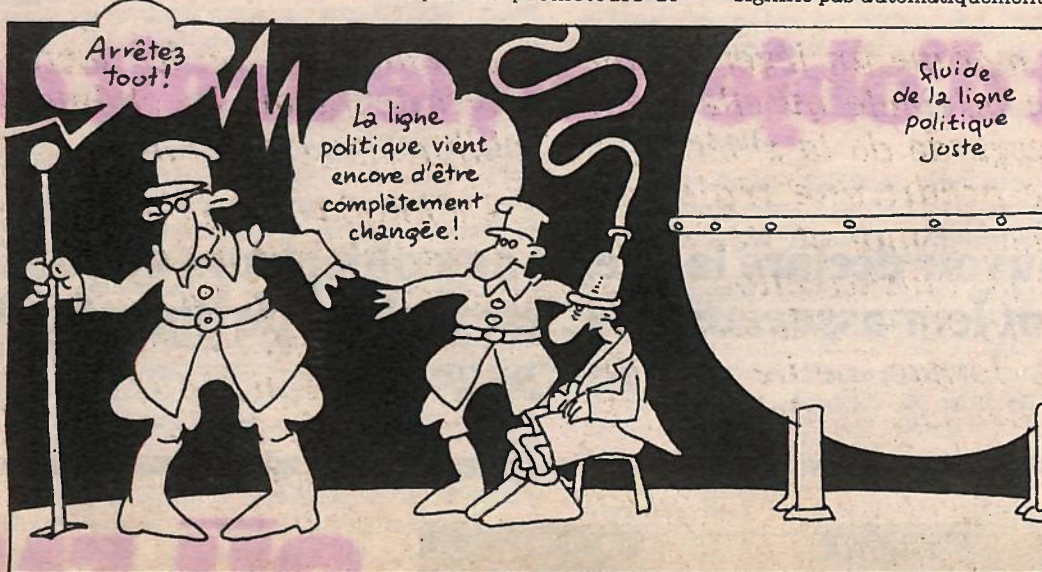
Comme Leprince-Ringuet, Chaunu, Frossard, Barnier était, disons, «chrétien traditionnel», plus proche du Père Tout-Puissant, Dieu des Armées et sommet de toute pyramide sociale, que de la subversion évangélique. Converti au catholicisme, il était passé du communisme classique au giron papal ; conversion véritable ? non, Barnier peut être vu comme simple transfuge d'un clan patriarcal-autoritaire dans un autre clan patriarcal-autoritaire : «Oui, Jacques Chancel, je suis resté stalinien». Rien ne le hérissait davantage que les troubles sanglants du terrorisme, induits (mais acceptait-il de le reconnaître ?) par l'éclatement du tissu social provoqué par la seconde vague de l'expansion industrielle. Qu'on retrouve un manager, un «patron des patrons» ancien nazi, dans le carburateur d'une volkswagen, c'était à ses yeux le sommet de l'ignominie, que cette mort violente : «Je vais vous confier ce que je n'ai jamais dit, Jacques Chancel ; voyant ce qui se passe, je suis tenté par le fascisme». Le mot était lâché ! Sinistre confiance. Le lendemain, les héritiers de Barnier, soucieux de leur propre image de marque, démentaient : «Lucien Barnier n'avait jamais été fasciste, et le mot avait été plus loin que sa pensée». Mais la preuve psychologique était faite : le lien est évident, qui va d'une certaine mentalité judéo-chrétienne, ennemie de la nature (donc des valeurs féminines) aux sociétés sans cœur ni sens, et bardées de fer.

Une image épique, une allégorie, exprime la vision de Lucien Barnier ; il voyait notre «civilisation de la thermodynamique», de l'Élément-feu (mythes de Pluton, de Prométhée) avec toutes ses soifs, embrasant le monde jusqu'à la calcination, se tourner avidement vers une fraîcheur : la Mer ! Notre Mère, ce réservoir d'eau salée qui enfanta la vie, devait servir à refroidir notre moteur, pour lui permettre d'accélérer encore. Pour lui, pas question de garder intacte et pure cette matrice de nous-mêmes, qui se réverbère en nos profondeurs, dans ce que Freud appelle «le sentiment océanique», sens religieux primitif de l'immensité. Non : centrales atomiques, supertankers, nodules polymétalliques, fo-

rages off-shore et, s'il reste encore quelques espèces comestibles, aquaculture, après qu'aient été reculées dans leurs limites, pour les exploiter à mort, les eaux territoriales (...)

Wilhelm Reich, stigmatisant les systèmes dualistes fondés sur la séparation esprit-chair, homme-nature, la contrainte énergétique métabolique (messianisme, paradis au-delà de la terre et du présent), écrit : «C'est cette civilisation qui produit les structures mécaniques-mystiques qui reproduisent la civilisation mécanicienne et mystique.» Certains chercheurs scientifiques en marge pensent, à la suite de Reich, que le cancer peut être une biopathie maladie psycho-somatique causée par le refoulement des émotions naturelles. Lucien Barnier est-il mort d'avoir cadencé et cuirassé en sa tête et en son corps, coupé l'un de l'autre, les puissances de la vie universelle ?

Robert Gaud. ●



SNCF percée à jour

À u sujet de votre article intitulé : «La Mort du Rail», dans le numéro du 24 janvier 1979. Je crois que vous vous êtes fait piégé en publiant telle quelle la note aux cadres de la SNCF au sujet du rapport «Guillaumat». De même lorsque vous écrivez que la SNCF (ses hauts dirigeants s'entend) ne signera pas de gaité de cœur le «Contrat d'entreprise».

Quand, dans cette fameuse note, l'entreprise semble contester le Rapport Guillaumat elle tient un discours mystificateur. Face à l'information syndicale et au mouvement de mécontentement du personnel même cadres, qui s'en est suivi, la direction ne pouvait pas ne pas dire qu'elle n'était pas contre. Vous connaissez un patron qui avoue que son but est de liquider sa boîte ?

Mais enfin les éléments de l'étude de M. Guillaumat, voire les solutions proposées, ne lui auraient-elles pas été soufflées un peu ? Et au fond la SNCF (sa haute direction bien sûr) n'est-elle pas un peu, rien qu'un peu à l'initiative du Rapport Guillaumat ? Sans compter que c'est bien la suite logique de la politique menée par la direction de cette entreprise depuis de nombreuses années...

Il faut noter qu'à un haut niveau les dirigeants de la SNCF sont en fait des politiques mis en place par le pouvoir pour exécuter sa politique, et qui adhèrent entièrement à ses vues. Les cadres qui exécutent cette politique, eux, ils sont en général d'une très grande docilité.

D'ailleurs la direction qui émettait des réserves sur le Rapport Guillaumat, avise le personnel que le Contrat

d'entreprise c'est très bon pour lui. Alors que ce Contrat est en fait le début de l'application du Rapport Guillaumat

Michel Dubat. Cheminot. ●

Le martyr du feuillu

L'article de Régis Plu «Les maquignons du sapin» (GO N° 248 au 14/02/79) ne se démarque malheureusement pas de l'obscurantisme régnant autour de la polémique qui oppose partisans et adversaires de l'enrésinement.

Les réactions de ceux qui se disent «écologistes», à l'égard des reboisements en conifères, sont trop souvent affectives, passionnées ; elles procèdent presque toujours d'une vision manichéiste, quasi-religieuse du problème : les forces du Mal sont représentées par les promoteurs de

certaines espèces ouvertes (ex. fonds de vallée des Vosges) ; mais là encore, l'enrésinement en lui-même n'est pas critiquable : c'est seulement la manière dont il a été conduit.

Ecologiques : Ce sont certainement les critiques les plus pertinentes, mais encore faudrait-il relativiser nos connaissances dans ce domaine. Il est indéniable que la culture des conifères peut entraîner certaines conséquences écologiques, notamment sur la conservation des sols et leur bilan en eau. Mais il faut se garder de généraliser, et une réponse rationnelle au problème ne peut être tentée qu'après s'être demandé : de quelle essence résineuse parle-t-on ? de quel sol s'agit-il ?

L'article dit : «...l'enrésinement... est une monoculture qui favorise le développement des parasites et des maladies cryptogamiques...» Toute monoculture augmente en effet les risques d'ordre phytosanitaire et fragilise donc l'écosystème. Mais enrésinement ne signifie pas automatiquement

l'enrésinement, «rapaces» prêts à saccager les écosystèmes, méchants «spéculateurs» à la recherche de «superprofits» ; elles s'opposent aux gentils feuillus, «martyrs» de l'écologie, «coupés... arrachés au bulldozer, ... brûlés sur place...»

Le débat mériterait au contraire d'être dépassionné, clarifié ; pour cela, il conviendrait de ne pas enfermer la réflexion dans des dualismes réducteurs, d'accepter la remise en question de certains «présupposés», comme par exemple celui du caractère néfaste «a priori» de tout enrésinement.

Quelles sont en réalité les critiques qui peuvent être adressées à l'encontre des enrésinements ? Elles sont de plusieurs ordres :

Socio-économiques : La progression des surfaces reboisées accompagne le déclin de l'agriculture en zones de moyenne montagne, mais le reboisement est-il une course de la dévitalisation démographique et économique de ces zones rurales, ou bien seulement un simple effet ? Est-ce le reboisement qui est lui-même en question ou bien simplement son extension non maîtrisée ?

Une emprise extérieure de plus en plus marquée sur le foncier se manifeste dans ces zones, ce qui accélère l'enrésinement ; les propriétaires non-résidents préfèrent en effet louer le sol pour un usage agricole, ceci afin de conserver la libre disposition de leur propriété (statut du fermage contraignant pour le propriétaire). Mais n'est-ce pas plutôt le problème plus vaste de la maîtrise du foncier que cela pose, et non celui de l'enrésinement ?

Esthétiques : Les enrésinements ne s'intègrent certes pas toujours au mieux dans le paysage, aboutissent aussi souvent à la fermeture de

«monoculture» : une diversification des essences employées est parfaitement possible et de plus en plus réalisée.

«L'enrésinement favorise l'érosion». C'est oublier que la lutte réussie contre l'érosion en montagne a été réalisée à l'aide de reboisements résineux (travaux RTM : Restauration des Terrains de Montagne.)

«L'enrésinement modifie le cycle de l'eau». Certes, la substitution de conifères aux feuillus a un effet négatif sur le bilan en eau, mais ceci ne résulte pas d'une mauvaise rétention qui favorise la sécheresse, mais d'une interception plus grande des pluies. (Des études ont montré que le déficit variait avec le type de pluviosité : 8 à 12% selon les cas. Il a été également possible de déduire à quel prix le surplus de consommation d'eau est valorisé par la production de bois.)

«L'enrésinement épuise les sols en dégradant l'humus». Il ne s'agit pas d'un «épuisement» à proprement parler. La culture intensive de conifères exerce des effets marqués sur la biologie du sol, jugés comme négatifs par rapport à la forêt de feuillus. Mais ces effets sont plus ou moins réversibles, leur intensité plus ou moins importante suivant l'essence introduite, suivant le type de sol concerné. Il est donc nécessaire de relativiser et de nuancer les prises de position à cet égard et de ne pas vouloir trancher le problème d'une manière péremptoire et globale.

D'autre part, il ne faut pas passer sous silence les avantages économiques de l'enrésinement : celui-ci permet la mise en valeur de friches, de landes, de taillis médiocres, qui ne pourraient l'être autrement ; celui-ci permet le drainage d'une partie de l'épargne privée vers la forêt, ce qui est plus difficilement envisageable pour les plantations de feuillus. Le caractère diffère

du revenu des investissements forestiers faits par les propriétaires privés est en effet moins marqué pour les résineux (croissance plus rapide) que pour les feuillus.

Pour terminer, je ferai simplement remarquer une inexactitude dans l'article de Régis Pluchet : Les groupements forestiers et les CRPF (Centres Régionaux de la Propriété Foncière) concernent la forêt privée et ne sont donc absolument pas «supervisés par l'ONF», dont l'action se cantonne à la forêt soumise au régime forestier (forêts domaniales et forêts des collectivités locales principalement)

Notons également que les «facilités mentionnées» (aides FFN, aide technique, contrats exonération trentenaire...) ne bénéficient pas uniquement aux propriétaires possédant plus d'une centaine d'hectares... Comme semble le suggérer l'article en question...

Il me semble très intéressant que les rapports entre Forêt et Ecologie soient abordés dans la GO, mais il est regrettable que cela ne soit pas d'une manière plus approfondie, plus objective et moins polémique. Eviter le «catastrophisme» dans ce domaine, comme d'ailleurs dans toute approche écologique, permettrait d'accroître la crédibilité des critiques parfois justifiées faites à l'encontre d'excès regrettables en matière d'enrésinement.

Yves Deperrois ●

Vive le «désordre» naturel !

En dessous de chez moi le voisin a passé tout son dimanche à raser un important buisson de ronces, de clématites, d'arbustes divers. Il y a mis le feu et replantera à la place une haie de tuyas ou de troènes. En me promenant cet hiver en Grésivaudan j'ai pu constater l'application des agriculteurs à couper systématiquement les arbres morts, en laissant si nécessaire, le bois sur place comme un cadavre désarticulé.

Je dénonce ces pratiques : «tendance vicieuse à la simplification» et j'appuie ainsi mon diagnostic : le désordre naturel, (notez le pléonasme car à mon sens la nature est désordre admirable) contrarie la majorité de nos beaux esprits cartésiens, habitués à la ligne droite et à la géométrie.

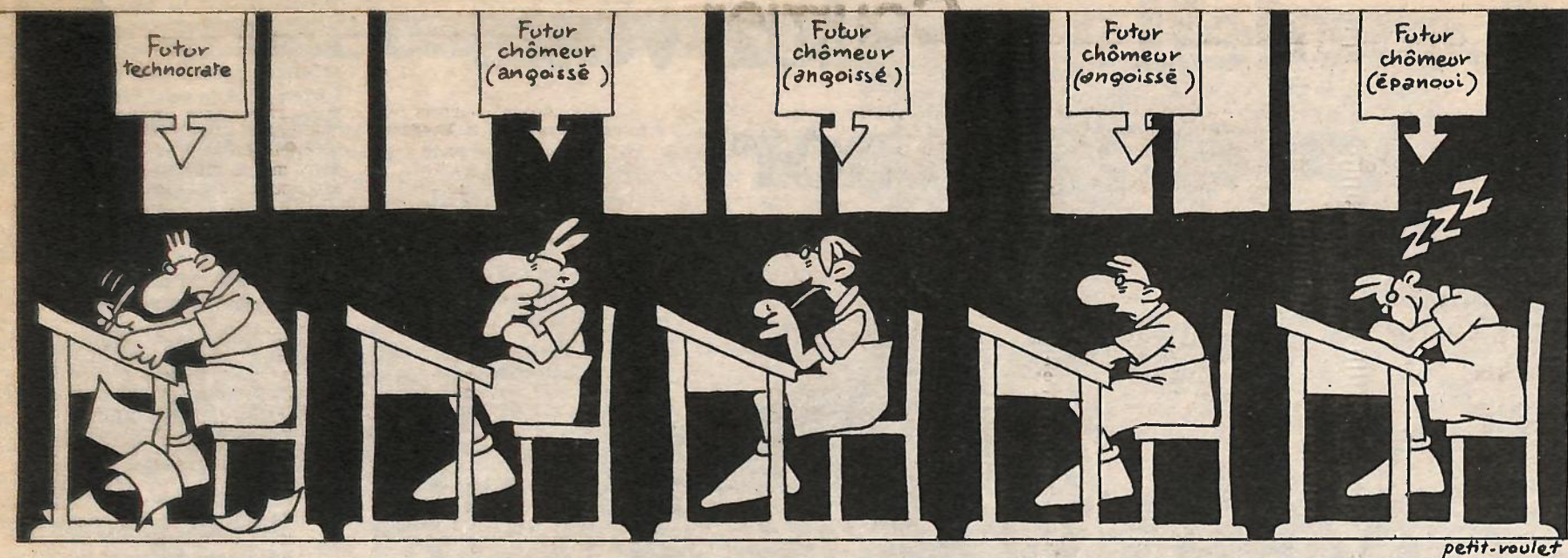
Ce qui n'est pas réglé par le technocrate, ce qui lui échappe est forcément signe de subversion donc dangereux. Alors tous les moyens sont bons ; le feu, la tronçonneuse, le bulldozer pour les costauds, réduiront le désordre naturel en une réalisation humaine, rectiligne et propre, seule digne de respect.

Il faudra bientôt chercher longtemps pour trouver un ruisseau qui ose serpenter, un arbre qui meurt de vieillesse envahi de lierre, un roncier impénétrable. Ces symboles de la liberté végétale et animale sont appelés à disparaître.

Les écologistes qui sont amis de la terre et de la vie ont compris l'intérêt de la diversité des écosystèmes. La diversité est signe de richesse et de stabilité. Nous pouvons le démontrer.

C'est pourquoi nous pouvons demander à ces forcenés de la simplification du milieu d'arrêter là le massacre. Arrêtez et laissez faire ! Prenez le temps de vivre et laissez-nous les herbes folles, les orties, les ronces, les nids des oiseaux et les hérissons.

JF Noblet. FRAPNA Isère ●



La France des castes

A longwy, qui marque un léger soupir dans la lutte originale qu'elle mène pour la sauvegarde de la sidérurgie, un officier de police prédit une troisième attaque du commissariat. Usinor et Valenciennes prennent la relève de l'insurrection. C'est toujours la grève à la SFP. Manufrance séquestre son PDG. A Jarnac, petite ville des Charentes-Maritimes, Beullac, ministre de l'Éducation nationale, est obligé de se sauver par la fenêtre d'un établissement qu'il inaugurerait tandis que la population l'attend à la sortie à coup d'œufs pourris. Au grand jeu des sondages, Giscard perd six points, et Barre baisse son score de six points également, tendant inexorablement vers le zéro pointé. Le PS perd un point seulement : il a la chance de ne pas exercer le pouvoir.

L'inquiétude règne, le tissu social se déchire, il y a crise de la politique ; elle n'a que de vieilles solutions à apporter. Reste, comme le dit Alain Touraine dans un commentaire récent du *Matin de Paris*, à «résister sur place ou entrer en dissidence». Pour ce dernier, la société française entre en décomposition. Les catégories économiques ou professionnelles seront bientôt remplacées par trois groupes sociaux, sortes de castes où l'on trouvera : les privilégiés, détenteurs des capitaux, du pouvoir politique ; les protégés, ceux qui auront du travail, les spécialistes, les

fonctionnaires ; et les sacrifiés, c'est-à-dire les privés de travail, les chômeurs. Ils sont déjà un million cinq cent mille.

De fait, la classe ouvrière risque d'éclater entre ceux qui auront du travail et ceux qui n'en auront pas. Bien sûr, la solidarité avec les sacrifiés est acquise. La marginalité que nous subissons/choisissons nous fait déjà appréhender les conditions de l'exclusion. Le récent sondage que nous avons effectué nous le prouve, les lecteurs de la *GO* sont nombreux à être des travailleurs précaires vivant, par idéologie ou par nécessité de petits jobs épisodiques et peu rémunérateurs. Ce sont déjà, même si un certain confort intellectuel peut faire «passer la pilule», des sacrifiés. Dans cette analyse pertinente, une option est à prendre. Se ranger avec les exclus pour les «diriger» et pour «continuer à exister politiquement», ou bien se ranger avec eux parce qu'ils représentent la force politique de demain. La seconde option nous distingue bien sûr de la gauche traditionnelle.

En créant pour son profit immédiat la caste de ceux qui seront privés de travail, le capital crée par la même, les conditions d'une révolte jusqu'à présent bien endormie dans les délices de la consommation populaire. Vieille thèse marxiste des «fossoyeurs», ou réalité de demain ?

Yves-Bruno Civel ●

Administration
Bourg de Saint Laurent
en Brionnais.
71800 La Clayette
Tél : (83) 28 17 21
Télex : ECCPOLE 801 630F

Notre télex est à la disposition des lecteurs. Par l'intermédiaire d'un poste public télex-PTT il est possible de nous envoyer des articles.

De même, nous pouvons recevoir des communiqués, qu'à notre tour avec notre propre télex, nous pouvons rediffuser à la presse (dans ce cas, mettre «à rediffuser» en tête du message pour que nous la mettions sur bande perforée). Pour toute information de dernière minute vous pouvez téléphoner jusqu'à dimanche 16h.

SARL Editions Patratras, Capital de 2100F.

Abonnement 170 à 250F selon vos revenus. 180F minimum pour l'étranger, 150F pour les collectivités 100F pour les cas sociaux patentés, les chômeurs, les objecteurs, les insoumis et les taulards.

Chèque bancaire ou postal à l'ordre des éditions Patratras, Le Bourg 71800 St Laurent en Brionnais (joindre la dernière bande d'envoi et 2,40F en timbres)

Nous vous demandons un délai de 15 jours pour effectuer les abonnements, réabonnements en retard et changements d'adresse.

Sommaire

Le soleil a rendez-vous avec l'Armor	pp. 4 et 5
La Fédô dissoute	p. 6
Mairies autogestionnaires	p. 7
8 mars, journée des femmes	pp. 9 à 13
Le Partito Radicale et les élections européennes	pp. 16 et 17

Le soleil a rendez-vous avec l'Armor

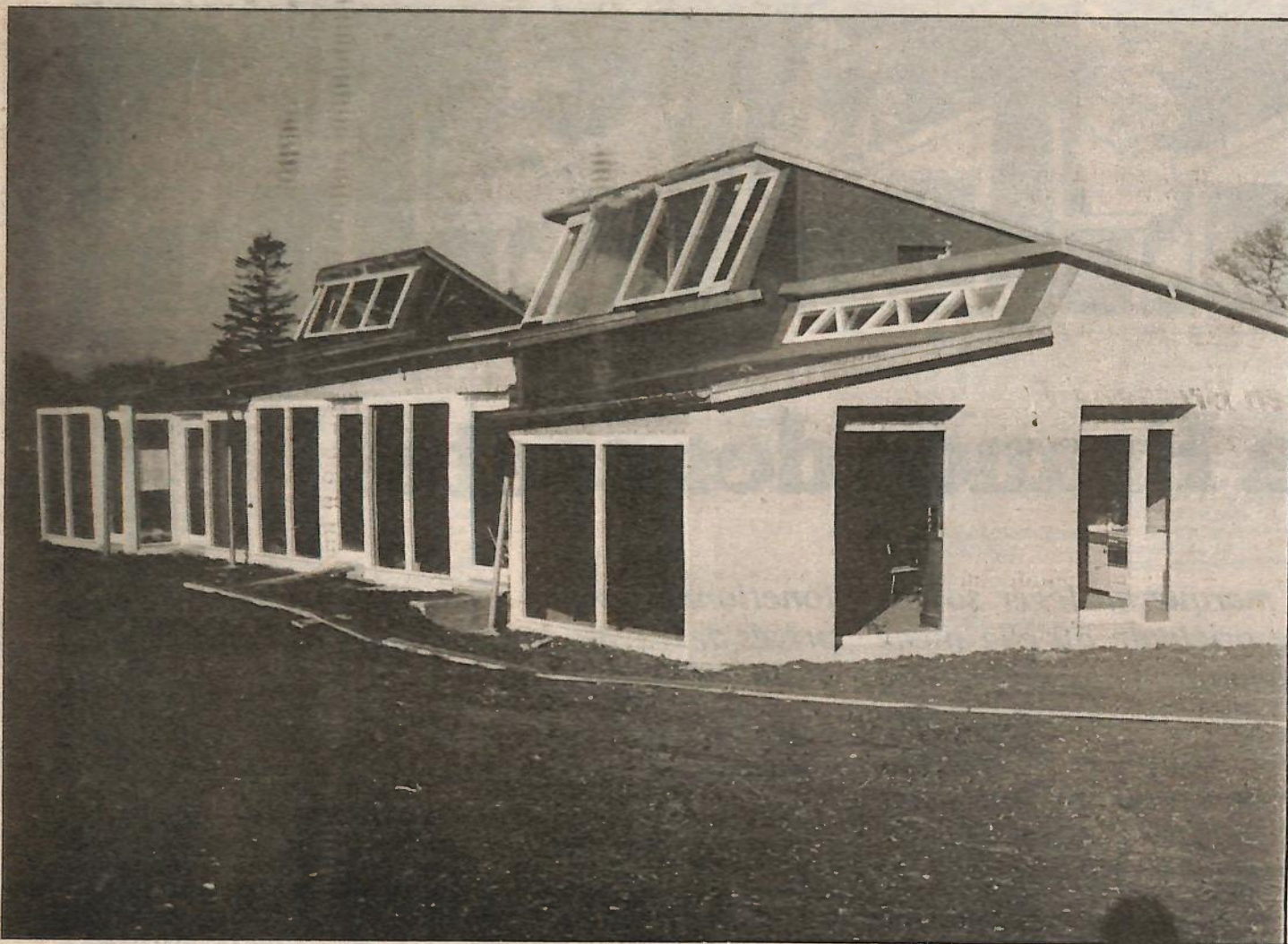


Photo GO/Delaunay

L'alternative, la contrainte et l'illusion

*Malgré les nombreuses et passionnantes alternatives
dont elles sont l'objet, les énergies nouvelles
se développeront-elles sans les écologistes ?*

Energie, région : mots-clé de l'écologie. Voulant cerner leur réalité dans le contexte breton, nous avons rencontré quelques artisans d'une alternative énergétique.

Si des réponses ponctuelles sont aujourd'hui possibles, il n'en reste pas moins qu'une vision globale de l'alternative énergétique et les moyens d'y parvenir restent encore à trouver.

La Bretagne et l'énergie sont une source de discussions interminables. Et ce n'est pas M. Marchais qui nous contredira. Lui qui vient avec un sens pédagogique consommé de faire un grand bond en avant dans l'estime que lui portaient les militants anti-nucléaires bretons... Plus important que les propos anodins et scandaleux, est le contexte dans lequel ils s'incluent. Le climat social est à l'inquiétude et les appels à serrer les coudes devant la montée des prix du pétrole et du chômage risque doucement de reléguer la lutte anti-nucléaire au second plan, voire la désigner comme fauteur de crise.

Les problèmes énergétiques bretons reviennent souvent sur le devant de la scène. Que ce soit à propos du refus des centrales nucléaires ou à propos de la panne d'EDF de décembre 78, chaque fois les Bretons sont dans la position des fautifs. Voici donc la Bretagne, devenue région-bouc-émissaire d'un hexagone frileux et angoissé.

La Bretagne est en effet l'illustration la plus souvent évoquée de ce qu'il est convenu d'appeler «le déficit énergé-

que de certaines régions françaises». Déficit énergétique parce que la Bretagne importe plus de 80% de l'énergie qu'elle consomme et que sa croissance de consommation est plus forte que celle des autres régions françaises (+3%).

Cette formule, à l'origine simple constatation, devient pour les Pouvoirs Publics un argument. Déficit, donc nécessité de centrales, donc acceptation de l'énergie nucléaire, et ceci sans mentionner le fait qu'un tel déficit ne doit rien au hasard : il est déjà le résultat d'une politique industrielle centralisée dont le premier souci n'était pas le développement de la région bretonne.

Méga-Eolienne à Ouessant

La situation bretonne mêle plusieurs aspects qui lui donnent une certaine originalité : le cadre régionaliste dans lequel se déroulent les luttes et s'élaborent les réflexions, la lutte anti-nucléaire qui est actuellement la donnée la plus importante du problème de l'énergie en Bretagne, la décision de lancer «un projet Alter» breton, des initiatives et des expériences individuelles à la périphérie des groupes écologiques. De plus il existe un projet EDF d'installer une éolienne de grande taille sur l'île d'Ouessant. Ce projet, annoncé par M. Boiteux, le jour où il signalait qu'EDF aurait des difficultés pour passer les hivers 79/80 et suivants, ne doit pas faire illusion. Cette éolienne restera expérimentale, et comme une réponse à un objectif particulier : alimenter en

électricité l'île d'Ouessant. Sa puissance prévue est de 800kW, elle renforcera les groupes électrogènes de l'île qui ne suffisaient plus. Le courant qu'elle produira sera directement envoyé sur le réseau de l'île et ce sont les groupes électrogènes qui, en fonction de la demande, feront office de régulateurs. Le projet est bien avancé, sa phase de réalisation n'attend plus que l'avis du maire de la localité pour être commencée.

Alter breton

Le PSU breton a pris l'initiative, à la fin de l'année 78 de lancer un projet Alter breton. Le projet «Alter national» (1) existe depuis la mi-78. C'est la proposition d'un groupe de scientifiques pour un système énergétique qui s'appuierait sur les énergies hydraulique, marémotrice, éolienne et solaire, et qui fournirait à la France autant d'énergie qu'elle a consommée au cours de l'année 1964. Nous n'avons pas pu rencontrer ceux qui sont à l'origine du projet Alter breton. Celui-ci est encore trop peu élaboré mais la démarche est intéressante. Elle peut même marquer un tournant dans la façon dont les groupes militants abordent le problème des énergies nouvelles. En tout cas il y a là matière à débat et c'est un projet sur lequel nous reviendrons précisément.

Il existe en Bretagne comme ailleurs des expériences et des initiatives individuelles à la périphérie des groupes écologiques. De la maison solaire auto-

construite à la station solaire, de l'installation de bio-gaz à l'éolienne individuelle, ces expériences, parfois reprises par la presse locale, participent fortement à la sensibilisation des populations. C'est à partir de ces exemples que nous avons commencé à discuter avec des membres du MTPE d'Angers et des AT de Rennes.

Que pourrait être un projet global pour une alternative énergétique et que signifie aujourd'hui le développement des énergies renouvelables ?

Sans doute des initiatives comme le projet Alter feront avancer la réflexion dans ce domaine, mais la question reste posée. Elle se pose d'ailleurs régulièrement au fil des rencontres avec des groupes écologiques.

Besoins, contraintes et énergies nouvelles

Globalement on peut dire que le développement des énergies nouvelles se fait et se fera sans les écologistes. Ce développement se fait autour de trois axes de natures différentes et qui ne sont pas encore complètement interdépendants. Premièrement l'offensive commerciale. Elle se fait tous azimuts et de façon brouillonne, surtout dans un secteur comme celui des capteurs solaires. Deuxièmement du côté de la recherche il y a la volonté de faire de ces technologies des technologies d'exportation en direction du Tiers Monde. Troisièmement le pourcentage de 5% d'énergie solaire en 1985, fixé par les Pouvoirs Publics marque la limite de l'intérêt qui est officiellement porté aux énergies nouvelles. C'est une décision politique que l'on présente comme un seuil technique.

On mesure ainsi le décalage extrême qui apparaît entre les désirs, les propositions écologiques et la réalité. Mais pouvait-on espérer que le système en place agisse autrement ?

Récupération. Une fois lâché, le mot suscite bien des débats dans les groupes que nous avons rencontrés. Les uns estiment qu'il vaut mieux être récupéré et que d'ailleurs on ne cherche que ça, et les autres soutenant qu'ils ne veulent pas du «solaire intégré». Mais le débat est-il vraiment là ? Ne vaut-il pas mieux s'interroger sur l'évolution de l'attitude des écologistes face au problème des énergies nouvelles.

Poussés, au travers de la lutte anti-nucléaire, à faire valoir d'autres solutions, les écologistes ont choisi de faire connaître les possibilités et les avantages des énergies nouvelles. Les membres du MTPE nous l'ont encore confirmé : notre but est d'informer et de sensibiliser. Mais cette attitude ne revient-elle pas aujourd'hui, à indiquer, à l'extrême limite le meilleur d'entre les capteurs solaires proposés par les firmes ! En étant acculé à intervenir en un point aussi précis que «le meilleur moyen de faire de l'eau chaude sanitaire» le mouvement écologique n'a-t-il pas évité de s'interroger sur les conditions de développement d'une alternative globale ?

Une autre interrogation surgit à propos d'une des lignes de force du discours écologique sur l'énergie ; la réduction des consommations individuelles d'énergies. Voilà une formule lourde de sens différents et parfois contradictoires. A l'origine cette formule s'appuyait sur l'idée que le degré de bonheur et le niveau de vie dans une société ne se mesurait pas en quantité d'énergie consommée. La boulimie d'énergie apparaissait principalement comme génératrice de contraintes et de dégâts, et il n'est pas faux de résumer en mettant : réduction des besoins = libération.

Mais n'y a-t-il pas déjà dans cette formule un autre sens, que l'évolution des situations et les événements récents font réapparaître ? On ne peut pas nier qu'il y ait une contrainte à envisager la réduction de ses besoins énergétiques.

Le sentiment est diffus chez celui qui tente d'abaisser sa consommation d'énergie et qui sait bien que la consommation d'énergie n'est pas seulement vécu comme aliénante mais qu'elle est aussi une jouissance. Qu'il nous suffise de rappeler tous les débats sur les vrais et les faux besoins pour faire comprendre que l'appel à la raison pour résoudre ce problème ne règle pas tout.

Les événements tels que la panne EDF, la montée des prix du pétrole et le climat social ne vont-ils pas enfin donner toute son amplitude à l'idée, sous-jacente, que la basse consommation d'énergie est liée aux périodes difficiles ?

Comment ne pas reconnaître les difficultés à venir pour faire passer ce thème de la réduction des besoins ?

Il y a derrière ces questions, la nécessité pour ceux qui proposent des alternatives de comprendre toute la réalité. Non pas pour la déclarer incontournable, mais pour qu'alternative ne rime pas avec illusion.

A moins que l'on s'accommode de l'idée que la contrainte puisse être un levier utilisable pour avancer vers une société écologique ?

(1) Projet Alter : Etude à commander au groupe Bellevue, 9 rue Boromé, 75015 Paris. Prix 10F.



Photo GO/Delaunay

cherche à réduire tant que faire se peut, les pertes. Maison solaire passive = piège à calories ! Les deux piliers de cette architecture sont une masse thermique importante et une isolation renforcée. Celle-ci est une petite merveille. A l'inverse des constructions traditionnelles, on isole la maison de l'extérieur. Pour les façades, un mur de parpaings creux, 20 cm de laine de roche, et à l'intérieur, un mur de parpaings pleins. Tout cela repose sur des poutres en béton, posées elles-mêmes sur des potelets, véritables pilotis anti-froid. Sous la toiture, 25 cm de laine de verre, sous le plancher, 15 cm de bille de mousse de verre. Le pont thermique entre la partie chaude de la maison et le sol atteint ainsi la surface de... 1 m² seulement.

La masse thermique de la maison est rendue maximale en augmentant la masse... de la construction ! Pour cela on utilise le système du mur Trombe : un mur de 40 cm d'épaisseur, rainuré et peint en noir côté extérieur, exposé au sud, derrière une vitre entre lesquels l'air, par des vannes situées en haut et en bas du mur vient circuler et s'échauffer au contact du béton chaud. La nuit, on glisse un volet entre mur et vitre pour éviter l'effet contraire. Précaution nécessaire également pour éviter les chaleurs estivales.

Autre point important, et non le moindre : l'espace. L'essentiel, c'est le sud ! Alors vous prenez un triangle rectangle, vous en coupez les deux pointes et vous mettez l'hypothénuse perpendiculairement au sud. Conclusion : y'a pas de façade nord ! Vous réservez les façades nord-est et nord-ouest, aveugles, pour les pièces tampons : buanderie, garage, cellier, etc., les parties habitables étant ainsi toutes au sud.

L'écologie, c'est la diversité, n'a pas dit le prophète. Alors, pour compléter le chauffage. Gisèle et Yves se sont adjoint l'aide d'une cuisinière lourde à feu continu (marque AGA, la Rolls Royce des cuisinières !) et d'un diffuseur de chaleur Castellas, adapté sur la cheminée.

Pour l'eau chaude sanitaire, deux ballons d'approvisionnement : l'un branché sur un capteur solaire de 4 m², l'autre sur la cuisinière.

...et des habitants actifs

«Le choix de l'autoconstruction fait partie intégrante de la démarche écologique, à deux niveaux : au niveau psychologique-individuel, l'autoconstruction est pleine de ces satisfactions et plaisirs issus de l'œuvre qui s'érige, ainsi que d'une substantielle économie financière toujours supérieure à 50%. Au niveau politico-collectif, c'est un moyen direct, efficace de lutter contre la hiérarchie, la spécialisation, le centralisme et les super-profits.»

C'est en ces termes que les bâtisseurs de cette chaude maison expliquent leur démarche. Il va sans dire que cela demande, a priori, un minimum de

maîtrise des matériaux, des outils et de leur utilisation. Une fois cela acquis, il vous faut alors quelques poignées de savoir, un bon morceau de temps, une grosse pincée d'argent, quelques brins de santé et une pointe de persévérance. Voilà pour les ingrédients.

Certes, me direz-vous, cela restreint quelque peu le champ d'une telle expérience. Mais encore une fois il ne s'agit pas de jeter les bases d'une généralisation de ce type de projet, mais de montrer qu'il est possible.

Pour cela, il existe de nombreuses aides : les livres, techniques ou administratifs sur les règles et lois de la construction, les «spécialistes», les amis-qui-l'ont-déjà-fait, la récupération de matériaux anciens, et financièrement, une association jadis florissante d'autoconstruction collective, qui permet d'importantes ristournes sur les matériaux (20 à 30%, parfois plus), au nom combien symbolique, les Castors. Le bilan financier de la maison s'élève à environ 300 000F, dont la moitié couvre les frais du gros-œuvre (maçonnerie). Cette maison solaire n'est-elle accessible qu'au budget d'un cadre supérieur ? Oui, si l'on considère le produit fini livré clef en main. Non, si l'on sait que Gisèle et Yves ont déjà gagné (ne pas lire perdu) plus de 2000 heures de travail chacun.

Pour terminer le panoramam de cette réalisation, je citerai un chiffre : 85%. C'est le pourcentage de l'économie globale de dépense énergétique annuelle.

Si elle est d'abord une expérience individuelle, voire marginale, cette œuvre est aussi et surtout la preuve du possible solaire. A notre époque, cela a de quoi... nous réchauffer !

Station solaire en Anjou

Bricoleur hors du commun, Jean-Luc Perrier a conçu et réalisé lui-même, dans son jardin, un four solaire de 70 m², deuxième réalisation de France après le très officiel four d'Odeillo dans les Pyrénées Orientales.

Il poursuit actuellement des recherches sur la production d'hydrogène à partir de l'eau et du soleil et travaille à ses applications à l'automobile. Il a achevé depuis peu le «premier prototype français de voiture à hydrogène» et vient de faire paraître un livre au titre digne d'une encyclopédie moderne : «Energie solaire : état actuel des applications.» Il parle de ses réalisations, mais raconte aussi les mille détails de son aventure, que dis-je, de sa passion : la construction de sa station solaire.

Son ouvrage est à commander aux Editions Techniques et Scientifiques Françaises, 2 à 12 rue de Bellevue, 75019 Paris.

Reportage de Jean-Luc Lavigne et Dominique Delaunay

Le soleil dans les murs

*Du solaire en Bretagne !
Mais vous n'y arriverez jamais
C'est fait !*

Lorsque nous sommes arrivés, il faisait nuit. Drôle de moment pour visiter une maison solaire ! On ne distingue sous le reflet humide de la lune, qu'une silhouette basse, posée sur un terrain boueux qui sent encore le chantier. La découverte se fera de l'intérieur, là où le soleil, que l'on nomme aussi calorie, est encore présent. Car il fait doux, ce 25 janvier, lorsque nous pénétrons dans cette immense pièce inachevée, qui sera, à l'aide de cloisons futures, cuisine, séjour, sas et buanderie.

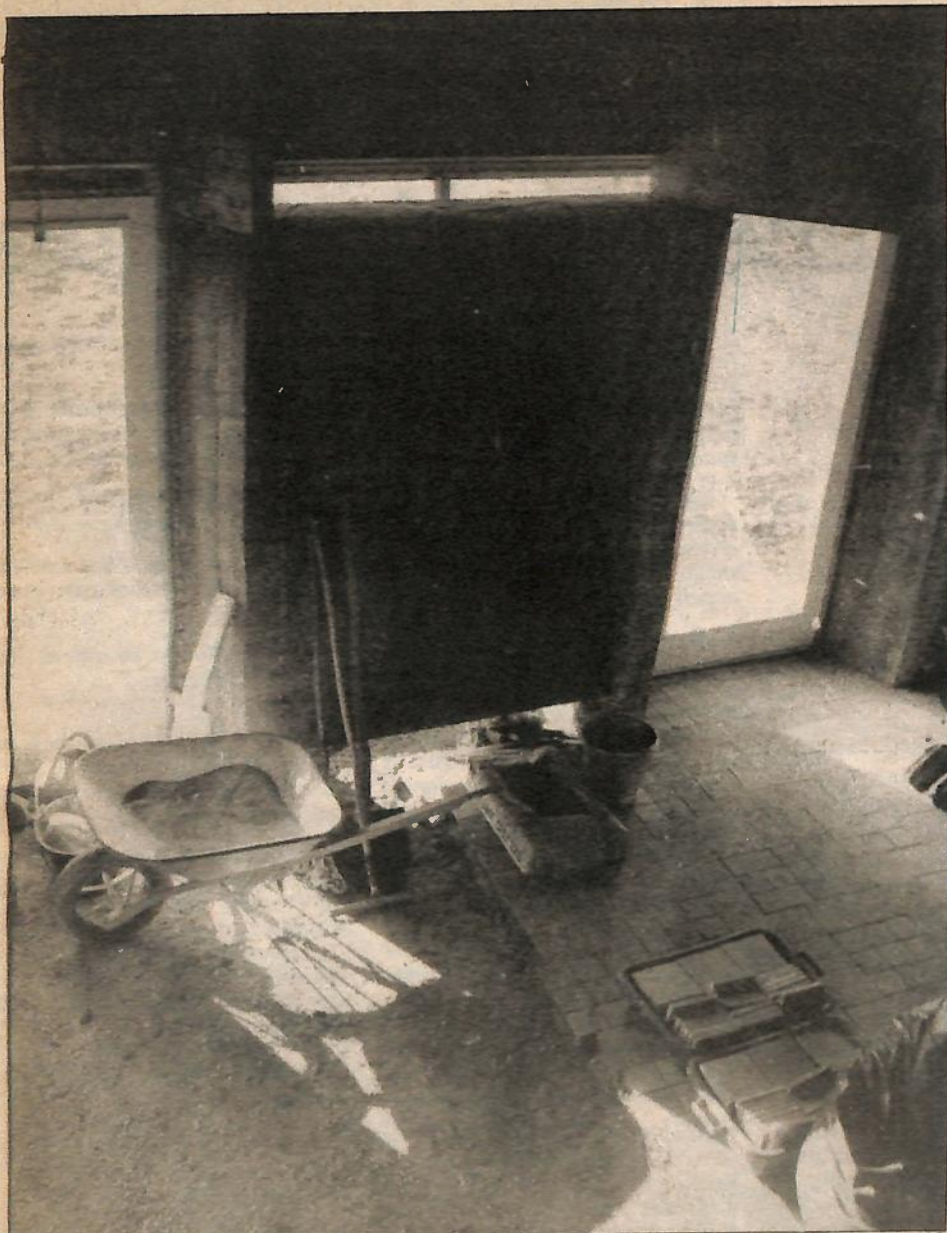
Inachevée, car en plus de se prétendre et d'être réellement solaire, cette maison a un autre atout : elle est auto-construite.

Ce n'est pas un produit fini que nous aurons devant les yeux, mais une réalisation qui naît petit à petit, conjuguant à la fois l'ampleur du projet et le rythme quotidien de ses habitants-construteurs, Yves et Gisèle. Il manque des carrelages, des cloisons, des tas de petits détails qui font d'une maison une

demeure, mais il y a déjà une grande glace à cadre doré sur la cheminée. C'est devant quelques bûches qu'ils nous raconteront leur «aventure». Ni un vieux rêve d'enfance, ni un projet politique et énergétique précis, mais - je cite un extrait de la brochure de présentation de leur maison - : «d'abord une façon de vivre. de se désanguiner en vivant une expérience énergétique alternative qui prouve à soi-même sinon aux autres, qu'on pourrait faire autrement, qu'il n'y a pas un unique développement du bien-être lié inexorablement à la hausse vertigineuse de la consommation».

Une maison passive...

N'allez pas imaginer qu'une maison passive, c'est un quelconque défaut de construction. Bien au contraire, la passivité, ou encore inertie thermique, est une vertu au pays des maisons solaires. Plutôt que multiplier les sources de chaleur (système actif), on



mur Trombe : c'est un des éléments «chauffants» de la maison. L'air circule de bas en haut entre mur et vitre par les vannes dont l'ouverture sera rendue réglable par adjonction de clapets mobiles.

Photo GO/Delaunay

Ronds nucléaires dans la mare bretonne

A Nantes, branle-bas de combat,
le 10 mars.

A Plogoff, les militants
abordent au sabre

un bateau de la CNEXO.

Marchais se saborde à Carhaix

Les forbans anti-nucléaires
se portent bien.

Dix janvier. Dix mars. Voilà maintenant deux mois que la Déclaration d'Utilité Publique de la centrale du Pellerin est parue.

Deux mois pendant lesquels la mobilisation n'a cessé d'affleurer l'actualité : coordinations lycéenne et enseignante, campagne d'affiches orchestrée par l'Atelier Populaire, parution de bulletins municipaux à Rezé et à Nantes...

Deux mois, ce fut aussi le délai nécessaire pour mettre sur pied une ample et massive riposte à l'arbitraire de la DUP. La nécessité d'une telle offensive est évidente, mais sa concrétisation l'est beaucoup moins. Nombreuses ont été depuis plus de deux ans, les occasions, pour la population, d'exprimer son refus de la centrale. Un refus ancré désormais dans l'opinion publique. La dernière en date, cinq jours après la DUP, a rassemblé spontanément 4 000 personnes sur le site.

Depuis, des élections municipales ont eu lieu au Pellerin et à Cheix-en-Retz, pour redonner aux communes mairies et conseillers, démissionnaires depuis décembre 78. Le mot d'ordre de boycott, lancé par l'ex-maire, a été levé à la dernière minute face à l'inscription de listes PS, PC et Écologie 44-Pays de Retz. Il n'est pas inutile de rappeler qu'à la suite des législatives de mars 78, de profondes dissensions étaient apparues à l'intérieur du comité du Pellerin et avaient entraîné le départ de certains membres, regroupés depuis au sein d'Écologie 44-Pays de Retz. La réponse de la population a été éloquent : au premier tour, vingt des vingt-et-un colistiers du maire sortant, le Dr. Vilaine, ont été réélus sur le thème : « pour la gestion de la commune et la sauvegarde du site ». Le vingt-et-unième a été facilement élu au second tour. Bilan de ces élections : net recul des partis de gauche et confirmation de la volonté des populations qui, maire en tête, entendent continuer la lutte et affirmer leur détermination face aux pouvoirs publics.

Il fallait une nouvelle fois un amplificateur pour maintenir au plus haut volume le son de ce refus. C'est pourquoi, la coordination de Basse-Loire, élargie pour la circonstance par la FDSEA, les Paysans-Travailleurs, la CSCV, la CSF, la SEPNB, les Amis de la Terre de Nantes, et l'Union régionale UFC, a décidé d'organiser, le samedi 10 mars un rassemblement régional. La forme reste bien classique et révèle sans doute les errances et les impasses du mouvement actuel. Si l'issue de ce rassemblement reste encore bien floue - pas d'autre objectif en soi que de rassembler - il faudra pourtant être nombreux, être le plus nombreux possible. D'autant que maintes organisations, CFDT en tête, soutiennent et appellent à manifester. On sent de manière diffuse que la DUP a relancé la mobilisation et a fait se resserrer les rangs. Témoin le nombre d'organisations qui sont maintenant sur la brèche. Le tout, baignant dans un climat social qui s'est considérablement durci en Basse-Loire au cours des derniers mois. Bien que répétitives, ces actions incontestablement gênent. Les déclarations de Boiteux (cf GO n°247), l'intensive propagande EDF qui début février a acheté une page entière de « publicité » dans le canard local d'Hersant, Presse Océan, et distribue massivement (et gratuitement bien sûr) une luxueuse brochure dans les communes près du site, en sont les preuves tangibles. Quant à la SFEN 44 (Société Française pour l'Énergie Nucléaire), elle n'a à ce jour pas daigné répondre à l'invitation au débat que lui a adressée la coordination de la Basse-Loire.

Concrètement

Les méandres de la politique sont d'un réalisme souvent brutal : la déclaration de Georges Marchais, réaffirmant la nécessité du nucléaire en Bretagne, et dénigrant les Bretons « qui n'ont pas que des qualités et qui ont trop souvent voté à droite » a provoqué bien des remous et a été jugée « inadmissi-

ble de la part d'un parti qui se dit au service du peuple ». Dixit le comité de Plogoff.

Celui-ci vient de faire à nouveau parler de lui en occupant lundi 26 février, un bateau de la CNEXO qui réalisait des sondages près du site de Plogoff. Ces études commandées par EDF dureront deux ans mais ne seront pas jointes au dossier de l'enquête publique ! Les soixante occupants ont obtenu la promesse d'être tenus au courant du déroulement des sondages et de recevoir un double des conclusions. A suivre...

Nantes, signe des temps, a été les 10 et 11 février derniers le théâtre d'une coordination anti-nucléaire nationale digne de ce nom. Plus de vingt coordinations régionales étaient représentées. (Une erreur de transmission nous a empêché d'en relater plus tôt l'existence). Ses conclusions : projet de campagnes d'information sur les déchets nucléaires, le retraitement, les transports, le plan ORSEC-RAD. La journée européenne du 3 juin a été retenue comme point fort de cette information. La question du moratoire, pas assez débattue, a été repoussée à la prochaine coordination le 28 et 29 avril à Chalon-sur-Saône. S'il est possible que de telles campagnes soient menées au niveau national, la lutte sur le terrain est d'abord et avant tout une affaire de région. Car comment une telle coordination peut-elle concrètement soutenir et appuyer une action telle le rassemblement à Nantes le 10 mars ? La période des grandes manifestations anti-nucléaires nationales est bel et bien révolue. L'heure est aux régions. « Contre la centrale du Pellerin, contre le démarrage des travaux, pour le maintien de la vie sur le site » : tels sont les trois thèmes qui présideront aux quatre rassemblements qui, des portes de Nantes, convergeront vers le centre de la ville.

Rendez-vous nombreux à Nantes samedi 10 mars. Et qu'on se le dise !

Dominique ●

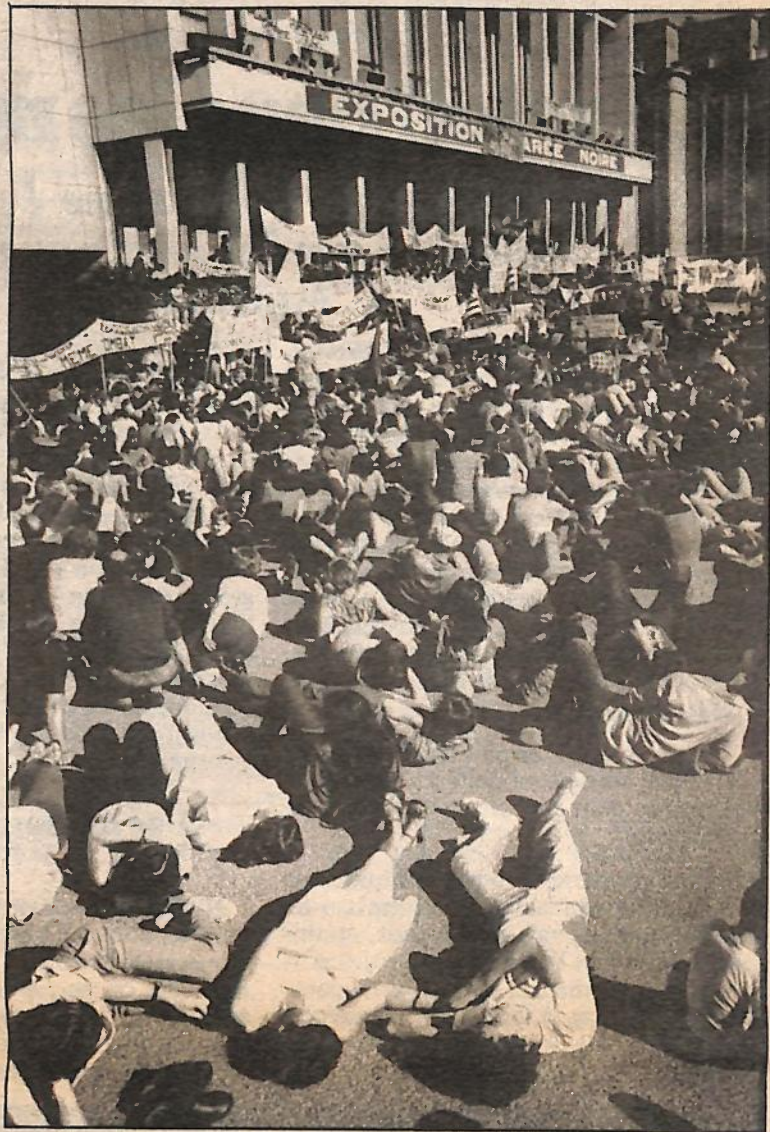


Photo Christian Weiss

Hier à Brest, aujourd'hui à Nantes...

Dernière étape avant le maquis

Avec la dissolution de la fédération des objecteurs, c'est la vieille liberté d'association qui s'abîme.

La première chambre civile du TGI de Nancy devient la grande spécialiste des dissolutions d'associations « subversives ». Après Radio Mirabelle, c'est la Fédération des Objecteurs qui disparaît dans les oubliettes du Palais de Justice de Meurthe et Moselle.

Malgré un dossier vide (cf G.O N° 246), malgré de vigoureuses plaidoiries défendant le droit d'association et le droit à informer sur le triste sort des objecteurs, le Tribunal de Nancy a cru bon interdire et dissoudre la Fédo. Quand l'anti-militarisme est dans le champ de tir d'un pouvoir quelque peu aux abois, les objos trinquent...

Transis et dissous « ils » nous ont fait parvenir le communiqué suivant :

Le mardi 27 février, le tribunal civil de Nancy a dissout la Fédération des Objecteurs.

L'objet social de l'Association déclarée le 29 juin 1978 à la Préfecture de Meurthe et Moselle et ce, conformément aux dispositions de la loi du 1^{er} juillet 1901, était formulé de la façon suivante :

L'Association dite « Fédération des objecteurs » (désignée plus simplement Fédo) a pour but de représenter et de défendre les personnes qui désirent être ou qui sont objecteurs de conscience.

Hier la Fédo qui s'organisait sur toute la France avait obtenu le soutien d'un grand nombre de personnalités, d'associations, de mouvements, partis politiques, syndicats et d'églises.

Les pouvoirs publics peuvent-ils tolérer cette atteinte aux droits d'association alors que notre Président de la République lance des appels à la concertation ?

La volonté des objecteurs est de rencontrer les pouvoirs publics afin d'obtenir la mise en place d'un autre service civil jugé par tout le monde comme indispensable. Actuellement la réponse à cette demande est la dissolution de la Fédo ; voilà la conception du dialogue qui risquerait d'acculer les Objecteurs dans des retranchements où les moyens de lutte seraient sans recours.

Lès Objecteurs pour un autre Service Civil demandent à toutes les organisations, associations, partis, syndicats et églises de s'élever contre cette atteinte aux droits d'association et de soutenir la Fédo lors de son procès en appel.

Ainsi le mot d'ordre de la Fédo « Pas de procès, des négociations » rejaillit de plus belle et s'intègre dans des perspectives de luttes pour l'aménagement du service civil :

-Avoir le libre choix de l'affectation.

-Avoir une représentation légale dans les instances de décisions et de contrôle du service civil.

-Aménager le service civil dans le cadre d'organismes associatifs.

Avoir la possibilité de participer à la recherche pour une autre défense.

Avoir un temps de service égal au service militaire.

Libération des obligations au service national et amnistie pour tous les objecteurs insoumis depuis plus de deux ans.

Une démarche dans ce sens est en cours auprès des préfetures et du Premier Ministre, celle-ci démontre la capacité et la volonté des objecteurs et de leurs sympathisants de s'investir dans une dynamique positive pour l'objection.

« Objecteurs pour un autre service civil ».

Les objecteurs dissous ont fait appel, dernière étape avant le maquis !

Y.B.C. ●



Maintenant que c'est passé, je peux bien vous avouer une angoisse que je porte en moi depuis des années. Rien d'agréable, une boule dans la gorge et des difficultés à respirer. Ça, chaque fois que je parlais de mon projet politique avec quelqu'un. Ça ne ratait jamais : le mot autogestion arrivait à un moment ou un autre dans la conversation, et là, le trou noir. Comment convaincre quelqu'un que l'autogestion c'est bon, quand on n'a pas d'exemple concret à proposer ? Autant essayer de vendre une brosse à dents électrique à un zoulou.

Mairies frappées d'autogestion

ou l'autogestion en 10 leçons.

Mais, heureusement, ma maladie est définitivement guérie. Comment ? Vite, qu'il dise comment ! C'est simple : j'ai lu *Mairies frappées d'autogestion* de Christophe Wargny. Un produit miracle qui redonne la parole aux bégues. Après son enquête à Louviers (Louviers : sur la route de l'autogestion ? Editions Syros) dont Yves-Bruno Civel a rendu compte dans nos pages un peu avant les élections de mars 78 (cherchez le n° vous-mêmes, prenez-vous en charge, quoi ! c'est ça l'autogestion) Wargny s'est balladé dans toute la France et s'est attardé dans les bleds où des autogestionnaires avaient réussi à mettre un doigt dans l'engrenage communal. Il a discuté avec les élus, il a rencontré la population, il a consulté les documents. Son essai raconte cette quête qui va de Vandocourt, dans le Doubs (650 hab.) à La Roche sur Yon, en Vendée (50 000 hab.). Les problèmes n'y sont pas identiques, bien entendu, et tout l'intérêt du livre : est là : à chaque fois, Wargny a étudié sur le terrain l'autogestion en marche.

On n'y croyait plus. C'est pourtant vrai : la France n'est pas seulement le pays où l'on expérimente, dans le mépris le plus total des populations, tout l'arsenal du nucléaire civil. C'est aussi, surtout dans les campagnes, une suite de tentatives de gouvernement populaire, de prise en charge des habitants par eux-mêmes, et de remise en question quotidienne du pouvoir central.

Mairies frappées d'autogestion n'est d'ailleurs pas une description idyllique et sentimentale de l'un des thèmes chouchoutés par les écologistes. Wargny montre bien que cette pratique, appliquée au pouvoir municipal, ne résout pas tous les problèmes, loin de là. Il explique, en une belle formule, que «les conseils municipaux sont des nains économiques.» et il poursuit : «Dans un pays qui compte près de deux millions de chômeurs réels, une commune peut-elle tout à la fois refuser les industries polluantes, éliminer celles qui gaspillent l'énergie, décourager les productions de pacotille, rejeter les unités d'armement, interdire l'implantation de trusts agro-alimentaires exploités de la paysannerie, exclure les sociétés qui ne respectent pas la sécurité du travail ou la libre syndicalisation ? La marge est étroite, insoluble dans le contexte libéral»

Apprendre l'irrespect

L'autogestion n'est pas facile à vivre et ceux qui ont choisi de se battre pour elle risquent gros. Comme ils n'empêchent jamais leurs adversaires politiques de s'exprimer, ils peuvent très bien sauter aux prochaines élections... Mais leur décision est irrévocable, et c'est même une grande première : les élus, pour une fois, pensent un peu à autre chose qu'à conserver leurs privilèges. Attendez, faut-il qu'ils soient masos ! Ils insistent même pour déléguer leur pouvoir à la population... On aura tout vu ! Le maire de Marle, dans l'Aisne, 3000 hab. va encore plus loin : il veut apprendre l'irrespect à ses concitoyens !

La vieille gauche claque des dents... Wargny achève la bête et lui reproche de beaucoup promettre et de peu tenir. Au PS et au PC

on fait de beaux discours sur l'autogestion, mais on s'acharne à freiner son application réelle. C'est la peur de perdre le pouvoir et de se retrouver face à des mouvements populaires forts et incontrôlables parce que l'imagination, la prise en charge et le goût de l'innovation - qui passent obligatoirement par le conflit - montrent le bout de leur nez.

Wargny met les pieds dans le plat : la gauche gère sagement la commune, et n'hésite pas à passer des accords tacites avec la bourgeoisie pour avoir droit aux restes que le capital veut bien lui abandonner. Quelle mauvaise langue, ce Wargny ! Et il insiste ! Il donne des exemples : Sartrouville, une commune de la banlieue parisienne où des membres du C.L.A.S. (Comité Local pour l'autogestion

socialiste), élus sur la liste de gauche, se heurtent sans cesse à la sagesse molle et frileuse du PC/PS. S'il s'agit de défendre un appelé soupçonné d'appartenir à un Comité de Soldats, s'il faut ouvrir un centre d'orthogénie où l'on pratiquera des avortements, ou si l'on décide de faire une vente illégale de montres pour soutenir Lip, les élus reculent, reculent...

Vivre sans chef

Pour Wargny, il faut dépasser tout ça : A Vandocourt, la Commission Informations a fait un boulot formidable pour donner la parole à toutes les associations, des anti-nucléaires aux pêcheurs à la ligne, pour faire comprendre aux gens qu'il est possible de vivre

sans maire ou du moins sans chef, comme l'explique Jean-Claude Maillard-Sallins, élu à la direction du village. Pour ce faire, les «responsables» ont choisi un créneau original : développer le sens de la fête, et Vandocourt devient le lieu d'une fête par jour. On invite chez l'habitant, on s'ouvre à l'extérieur, on reçoit la visite de Chiliens, de nombreux étudiants étrangers, on invite le Président Malgache et Arlette Laguiller. Ça bouge beaucoup, mais Vandocourt survit alors que tant de petits villages crèvent partout de misère et d'abandon.

A Coupvray, en Seine et Marne (1300 hab.), on semble plus «sérieux» : la mairie a favorisé l'essor d'Ateliers Populaires d'Urbanisme, pour que chacun puisse décider de l'avenir architec-



tural de la commune et du Plan d'Occupation des Sols. Et ça marche ! Ce sont les gens eux-mêmes qui ont fabriqué de A à Z le meilleur modèle de l'école à construire. Ils sont devenus économistes, architectes, maîtres d'œuvre... Bien sûr, l'Etat a essayé de bloquer l'expérience en envoyant une commission de contrôle financier qui a vérifié les comptes de la commune, il a mis des bâtons dans les roues des architectes-villageois, mais il a finalement cédé. Et le maire ne cache pas sa satisfaction : «Il faut parier sur les possibilités créatrices de chacun au service de la communauté villageoise. Parier aussi sur la force de l'action collective pour aboutir à changer les mentalités.»

Autogestion du goudron

Quand on passe aux grandes villes, les problèmes se vivent sur une autre échelle. Lutterbach (Haut-Rhin, 5 000 hab.), à cinq kilomètres de Mulhouse, n'avait qu'un misérable avenir de cité-dortoir bétonnée, jusqu'à l'arrivée d'un maire PSU, Roger Winterhalter, soutenu par des militants écologistes. Il leur fallait une bonne dose d'optimisme pour se lancer dans l'autogestion du goudron ! Ça n'a pourtant pas trop mal marché. En s'appuyant sur la culture alsacienne (les bulletins communaux deviennent bilingues) et en instituant, pour rapprocher les gens, une «journée de travail villageoise», les choses ont peu à peu évolué. A coups de réunions de quartiers et d'assemblées générales, les gens ont décidé que Lutterbach ne devait pas devenir le dépôt de Mulhouse, qu'ils avaient besoin d'espaces verts et qu'il ne fallait pas leur rabattre les oreilles avec Fessenheim. Du coup, ils ont pris en charge le POS, ceux qui ne comprenaient pas bien se sont fait expliquer, et l'avenir de la petite ville en est définitivement bouleversé, comme un peu plus haut, dans le Nord, à Mons en Baroeul (29 000 hab.), où les élus ont joué la carte de la concertation à tous les échelons.

L'autogestion s'appuie toujours sur le particularisme local : aux alsaciens, on ne dit pas la même chose qu'aux occitans. Mais le résultat est identique : à l'Isle Jourdain (Gers, 5 000 hab.), on s'est farouchement battu tous ensemble contre le préfet en le menaçant d'aller déposer les ordures sur les marches de la préfecture. On lui a d'abord dit en occitan, puis en français pour qu'il comprenne mieux. Vous savez ce que c'est, un préfet, c'est allé aux écoles, mais pour le patois, tintin ! C'est peut-être pour ça que c'est toujours un peu retardé...

Et chaque fois, les maires autogestionnaires ont fait le maximum pour développer l'information «pas de choix possible, pas de participation possible, pas de contrôle possible sans information. Celui qui détient l'information détient une part importante du pouvoir» dit-on à Louviers, pour augmenter le potentiel culturel «C'est un service public au même titre que la distribution de l'eau ou le ramassage des ordures ménagères», dit-on aussi à Louviers, «et favoriser l'implantation des commissions populaires (ateliers de quartier, ateliers d'urbanisme, etc...). Sans oublier les services publics, qu'on essaye de rendre gratuits chaque fois qu'on peut». Autant de petits trucs qui font naître des contre-pouvoirs et le désir quotidien de la résistance active.

C'est ça, **Mairies frappées d'autogestion** : un petit guide pratique à l'usage de tous, qui fait des propositions concrètes pour changer la vie, tout de suite. C'est grâce à ça que je n'ai plus la boule dans le gosier quand je dis que je suis farouchement autogestionnaire. Et j'ai des tas d'arguments pour clouer le bec aux sceptiques !

Bernard Blanc ●

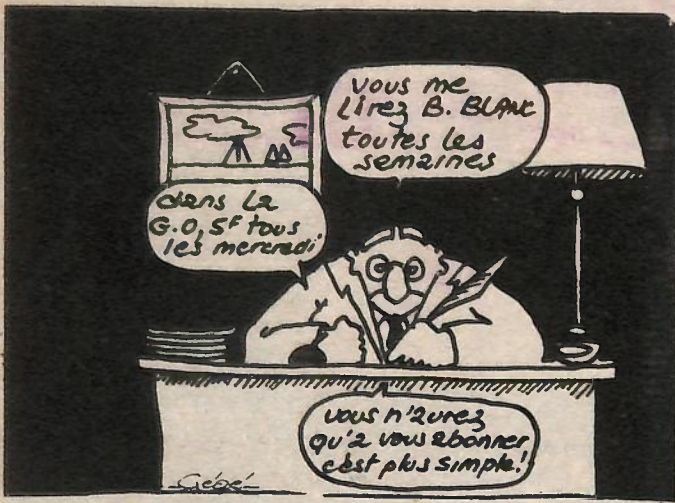
Mairies frappées d'autogestion, Editions Syros, 9 rue Borromée, 75015 Paris.

Qui a peur de l'autogestion ?

Ceux qui voudraient en savoir plus, quitte à se torturer un peu les méninges, auront intérêt à se plonger (mais prévoir un casse-croûte) dans ce numéro très fourni de la revue «Cause Commune» prise en charge une fois ou deux par an par «10/18». Le responsable, Jean Duvignaud, pose la question crûment : autogestion, liberté ou terreur ? Si l'on en croit les exemples français décortiqués par Wargny, c'est plutôt un avantage de franche liberté. Pourtant l'autogestion peut être

aussi un alibi qui sert les intérêts secrets des étatistes et plus généralement des systèmes autoritaires... Ce numéro situe l'autogestion dans l'Histoire (c'est donc un complément indispensable au livre de Wargny) mais tente aussi de dégager un modèle nouveau pour aujourd'hui. Et surtout, il nous offre un long texte peu connu et pourtant fondamental écrit en 1932 par Gurvitch, «L'idée du droit social». A cheval entre Marx et Proudhon, Gurvitch peut être considéré comme le grand papa

des gauchistes, grand défenseur de la liberté individuelle et proche en cela des libertaires. Il s'est battu pour une idée bien sympathique : le droit social non étatique, ignoré souvent par les juristes étant engendré par chaque «nous», chaque groupe, chaque classe, tantôt d'une façon spontanée, tantôt par les précédents, coutumes, pratiques, etc... détenait à notre époque une force propulsive et explosive particulière. Ça sent l'autonomie, ça.



Un livre: Il vient de recevoir le Prix Nobel de Littérature. Est-ce que c'est une référence? Je n'en sais rien. Mais il réussit fort bien ses petits contes pour gosses. **Une histoire de paradis** (Ed. Stock) séduira même ces grands enfants que sont les écolos. On y rencontre le Diable et ses complices, des paysans, des sages ridicules. Isaac Singer y montre beaucoup d'amour pour le petit peuple et les animaux. C'est toujours rigolo. Un exemple? **L'enfant est-il un garçon? Non. Est-ce une fille? Comment avez-vous deviné?** Ça se lit en une heure, vous aurez donc le temps de regarder le match à la télé.

Deux gouttes dans un peu d'eau avant chaque repas.

Une revue: Malgré une couverture et un édito débiles à la gloire de ce grand con de Superman, le **Fiction** de janvier (n° 297, 19

rus Turgot, 75009 Paris, 12,00 F.) ne laisse pas indifférent. On y trouve l'actualité de la SF, une importante critique et surtout une perle: une magnifique nouvelle politique d'un des espoirs de la SF française féminine, Joëlle Wintrebert. Avec **Le verbiage du Verbe**, elle milite pour le Front de Libération de l'enfant. Un programme qui nous fait chaud au cœur.

En infusion, le soir au coucher.

Un disque: Andy Desmond (Eurodisc 913 201). Un chanteur anglais originellement influencé par Bob Dylan et qui joue un folk maintenant plus qu'original. Des rythmes qui balancent, une voix chaleureuse, un ton à l'écart de la mode - c'est souvent un critère de qualité. Et ce piano, vous avez entendu ce piano? Ça va plaire aux nouveaux romantiques. Tant pis.

Un cataplasme tiède dans la journée.

Un film: Quand la CFDT oublie un peu tracts et meetings pour faire du cinéma, on reprend espoir. **La ville à prendre** est un grand film sur le Paris que les promoteurs, le béton et le goudron dévorent à pleine dent. Un film aussi sur le désir de réappropriation de l'espace par le peuple lui-même. Une réussite. Diffusion militante: Montholon-services, 26 rue Montholon, 75439 Paris Cedex 09. A la même adresse, on peut se procurer le disque 45 tours de Catherine Ribeiro qui chante dans le film. Pour 14,00 balles.

C'est un soutien, camarades.

3 granules, matin, midi, et soir.

Des concerts: Le palace (8 rue du Faubourg Montmartre, 75009 Paris, tél. 246.10.87) n'est pas spécialement un lieu écologique. Qu'importe, puisqu'on y donne de très bons concerts. Ce mois-ci, vous y verrez en marche la toute dernière génération des meilleurs groupes: Buzzcocks, le 7 mars à 19h.30, X-Ray Spex, le 8 à 19h.30, culture (c'est du reggae 100% bio-dégradable), le 11 à 17h. et Georges Thorgood (le roi du rock) le 25 à 17 heures.

2 cc en intraveineuse tous les deux jours.

Docteur Bernard Blanc. ●



devient une sorte de poète, d'écrivain, de visionnaire, d'analyste merveilleux. J'avais rarement lu de choses qui me touchent aussi fort, aussi doux. Le décor est simple, la situation hyper-complexe. Un type et un autre, dans le vide, dans le vertical, dans le froid. Et la nuit. Et le rêve. Et la femme nue. Et les somnifères. Et le compagnon qui gèle, qu'on mangera s'il le faut. Et tout ce qui passe comme une tempête dans le cœur d'un homme quand d'un seul coup il se sent seul, à sa vraie place, face au monde...

Vaut tous les témoignages psychédélics du monde. Un joyau.

Alpinisme et Randonnées SF, n° de février (mensuel) en kiosque.

Asselin ●

Le Débredinoir

Depuis un an et demi paraît dans le Bourbonnais, un mensuel de 16 pages, «Le Débredinoir» qui se veut une plateforme de rencontre et de débats, un courant d'air frais dans une région qui meurt doucement sous la houlette de notables.

Dans le Bourbonnais, on appelait «débredinoir», un trou qui, situé près des fonts baptismaux des églises, avait la réputation lorsque les «bredins», c'est-à-dire les fous, y passaient leur tête de les guérir de leur maladie. Qui sont les fous aujourd'hui se demande «le Débredinoir»? Animé par une équipe bénévole qui tourne autour d'un noyau d'une vingtaine de personnes, il veut réagir contre le conformisme dominant qui traîne dans les têtes. Le journal reflète d'abord les activités des groupes dans lesquels sont engagés les membres de sa rédaction. Amnesty International, groupes écologiques, comités Larzac, mouvements de protection de la nature, associations culturelles, etc...

Dire que «Le Débredinoir» se situe, comme l'indique son sous-titre, dans la lignée des journaux de contre-information qui se sont créés un peu partout depuis dix ans, serait insuffisant: il veut aussi être un élément de culture populaire. Et sans réclamer de filiation, il n'oublie pas de rappeler de temps à autre ce qu'il doit à Emile Guillaumin, cet écrivain paysan du début du siècle, fondateur d'un des premiers syndicats de paysans (socialiste).

Si l'on feuillette quelques-uns des derniers numéros, on trouvera des nouvelles de ce qui se passe du nord au sud de l'Allier, avec des pointes à Clermont ou Nevers. Le journal publie les dossiers constitués par le Comité de Défense de la Montagne Bourbonnaise qui se bat contre l'ouverture de mines d'uranium et de fluorine. On trouve des informations sur les luttes sociales (licenciements à St Pourçain sur Sioule, sur le racisme, sur l'armée, un débat sur la chasse, etc...

Le Débredinoir a essayé de rendre publique une affaire scandaleusement étouffée (et qui n'a pas intéressé la grande presse): la grève de la faim de plusieurs handicapés du centre de rééducation professionnelle de Hérisson, au mois d'août dernier, réclamant la modification d'un règlement intérieur archaïque et répressif.

Le journal rend compte aussi de la lutte de l'AMAC, la plus importante association culturelle de Moulins, qui est à l'origine de nombreuses manifestations de culture populaire et que la municipalité essaie d'étouffer par des opérations de prestige. A noter une lettre du secrétaire du P.S à propos des articles publiés dans le bulletin municipal, par le maire R.P.R., vantant les bienfaits du nucléaire.

Enfin le numéro de février publiait un long compte-rendu de la «coordination Auvergne-Ecologie» dont «Le Débredinoir» est un membre actif.

Avec un tirage de 1 000 exemplaires, pas tous vendus, «Le Débredinoir» a encore besoin de soutien pour lui permettre de se développer. Gageons que la qualité du travail qu'il représente lui permettra, si son équipe s'étoffe, d'atteindre l'impact d'un journal régional comme l'A.P.L.-Ouest à Nantes.

LE DEBREDINOIR: Régis Pluchet. Abonnements: 10 numéros pour 30 F par chèque bancaire ou postal à: Silbino Fanjul. Le petit Gisay. 03140. Chantelle. ●

A lire dans le train en attendant

Les Cahiers de Forum-Histoire.

Contre la fiction politique: la mémoire populaire historique

A l'école, des spécialistes omniscients, omnipotents, nous ont vendu du Marignan, des dates, du chiffre, bref: une mémoire dont nous n'avons aucun souvenir. On nous a vendu du passé une fois de plus, comme consommation à digérer et oublier le plus vite possible. Histoire faite par des historiens, histoires qui ne concernaient que des aïeux, que des hiers, histoires désoignées dont on nous cachait leur sens même: servir l'aujourd'hui.

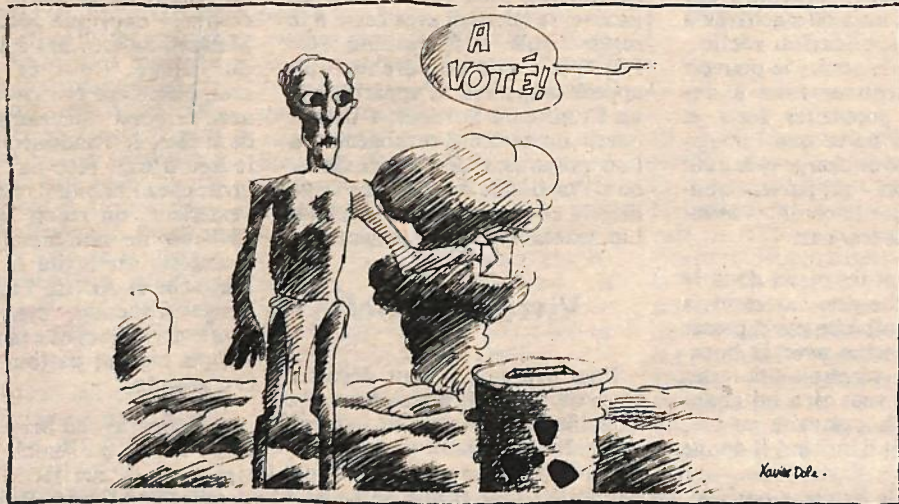
Cette mutilation n'était ni hasardeuse, ni aléatoire, elle était discours du Pouvoir, des pouvoirs. Mémoires sélectives, anti-populaires faites pour servir la dominance. On ne veut se rappeler que ce qui n'est d'aucun lien avec le présent, avec l'histoire qui se fait.

Contre ce rejet du passé comme mémoire pour aujourd'hui des enseignants, des militants avaient créé les cahiers de Forum-Histoire. Ils voulaient retrouver une mémoire immédiate, une mémoire populaire, saine et «politique». Ils voulaient aller enquêter le présent pour que surgisse le passé et que ce passé aide à comprendre et à changer le présent. Démarche audacieuse que celle d'affronter (1) «la triple séparation du passé, et du présent, de l'histoire et de la politique, des gens qui écrivent et savent l'histoire et de ceux qui en sont le moteur et la substance profonde». Démarche audacieuse d'espérer déhiérarchiser les rapports auteurs/acteurs. N'a-t-on pas vu un des rédacteurs de ces cahiers, marcher 700Km avec les paysans du Larzac? rejoignant peut-être, par là, cette intuition d'une mémoire populaire qui ne

séparent pas les diseurs des acteurs? En d'autres termes, on a appelé cela «l'engagement». Les cahiers de Forum-Histoire ont sorti leur numéro 10. Un numéro qui sera

(1) Voir l'article de Ch. Batsch dans le Monde diplomatique de février 79.

Les cahiers de Forum-Histoire: 16F, chez Maspéro.



dernier parce qu'ici comme ailleurs, un journal est une tâche lourde, coûteuse et qu'il est difficile d'être «reconnu» quand on n'est pas dans le sens du vent dominant. Forum-Histoire est aussi à mettre au nombre des victimes de la loi de la jungle des marchés. Si les cahiers cessent, le débat continuera... «L'histoire, pour quoi faire? La mémoire populaire gadget culturel ou ancrage des luttes?» L'objet de ce numéro n'est donc pas une clôture. On ne trouvera pas le style «bonnes adresses du passé», on remarquera plutôt, au sommaire: «la mémoire populaire cévenole»; l'entretien avec des camarades de Nantes et Saint-Nazaire; à chaque syndicat son discours historique». Faites-vous la fleur de vous offrir ce numéro, pour renouer avec la chose avec laquelle on nous a le plus escroqué, dont on nous a le plus dégoûté: notre propre histoire.

Alpinisme et Randonnées

«Nuit d'hivernale dans les Droites: une magie infernale, belle, belle, plus même.»

Je ne pouvais passer sous silence un merveilleux article paru dans «Alpinisme et randonnées» de Michel Parmentier. Le bonhomme est journaliste à RTL (je ne sais pas ce qu'il y dit) mais là en racontant ces nuits hallucinantes il

8 mars : journée internationale des femmes

Depuis 1969, le 8 mars est traditionnellement consacré à une Journée Internationale des Femmes, aussi bien en France qu'en Italie et aux Etats-Unis. La tradition a été reprise dès 1920 en URSS et en 1945 dans les autres pays socialistes. La date d'origine est fixée selon les exégètes au 8 mars 1857 qui, d'après «les Pétroleuses» et «Le Quotidien des Femmes», renvoie à «une des premières grèves de femmes opposant les ouvrières du textile à la police de New York qui charge, tire et tue».

Le numéro Zéro d'«Histoires d'Elles» rendait compte d'une enquête faite sur la question en ces termes : «Avec la presse militante américaine, les choses deviennent plus floues : les uns commémorent une manifestation de femmes en 1857, d'autres un piquet de grève en 1908, d'autres encore une répression policière sanglante en 1909, ou bien un accident meurtrier du travail. Et les livres ne nous en disent guère plus, les histoires du féminisme parlent surtout de la lutte pour les droits civiques, mais citent un certain nombre de grèves de femmes. Les historiens du mouvement ouvrier aux USA mentionnent des luttes de femmes tout au long de la deuxième moitié du XIXème siècle, mais jamais celle de 1857. (...)

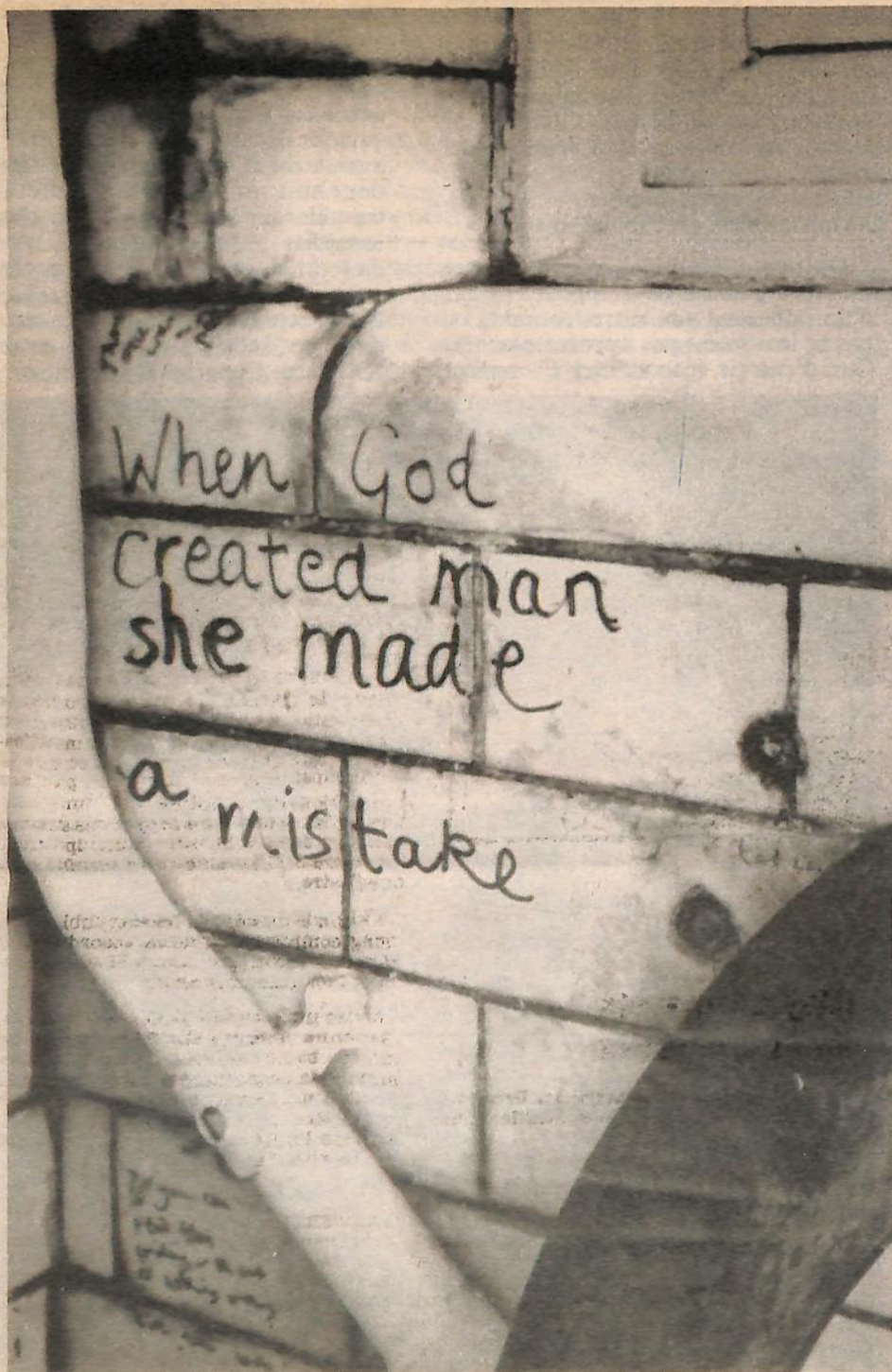
Pour l'instant, nous sommes à nous demander si les participantes à la deuxième Conférence Internationale des Femmes Socialistes à Copenhague en 1910 n'ont pas purement imaginé l'évènement primitif ou mélangé les dates. Aurions-nous, depuis le début de ce travail, dépouillé simplement les différentes versions d'un mythe né d'un souvenir obscur, qui se serait transmis de façon souterraine à travers des générations de militantes socialistes ?

La signification en tout cas s'éclaircit. Derrière les fluctuations de dates et de contenu, c'est la même lecture de l'histoire qui s'impose : celle qui fait d'une Journée Internationale des Femmes, un premier mai au féminin et qui origine des mouvements de femmes à l'intérieur de la lutte des classes».

A l'occasion de cette commémoration du 8 mars, il nous a paru intéressant de faire le point sur le mouvement des femmes, pas seulement à cause du symbole, mais aussi parce que ce mouvement suit les mêmes fluctuations que le mouvement écologique. D'une part ces mouvements regroupés sous le label «mouvements sociaux», traversent les traditionnels clivages de la vie politique, tout en étant politique, qu'ils sont davantage de l'ordre de l'insurrection des corps que de la lutte des classes, ensuite parce que leur fonctionnement et leur sensibilité sont porteurs d'un ailleurs de la société.

Passé au profits et pertes des grandes démonstrations politiques par une presse qui s'applique à l'enterrer, le mouvement des femmes n'en continue pas moins une action politique qui travaille le corps social en profondeur. Moins spectaculaire sans doute, moins militant, il se perpétue de manière plus massive, suscitant des prises de conscience politiques probablement plus larges. Bien des femmes du mouvement ressentent cela comme un passage à vide. Il serait tentant de conclure que l'idée féministe, comme l'idée écologique, fait son chemin...

Catherine Decouan ●



D.R.



Photo Christian Weiss

Du côté du mouvement

«Que nos désirs prennent corps
et s'inscrivent dans une pratique vivante».

Sans vouloir remonter jusqu'à la genèse du MLE, ses très riches heures, ses avatars et sa fin prématurée, on peut essayer de voir où en sont les femmes qui se disent «en mouvement», ou politiques sans pour autant militer dans des partis. Il existe d'innombrables groupes de femmes de quartiers, de groupes locaux, mais les limites de cette enquête ne nous permettraient pas d'en faire le tour. Ce n'est pas pour autant qu'ils n'existent pas. Nous avons tenté de

faire le point en discutant avec les femmes d'«Histoires d'Elles» et à la librairie des femmes de Paris.

Ce n'est pas un hasard si la partie apparente du mouvement, telle la partie émergée de l'iceberg, a pu être repérée jusqu'à maintenant par la publication de deux journaux «Histoires d'Elles» et «Des femmes en mouvements», jusqu'à présent, parce que «Des femmes en mouvements» vient de suspendre sa

publication. La confrontation des analyses que fait le groupe qui publie «Des femmes» (librairie et mensuelle) et le groupe qui travaille à «Histoires d'Elles», est très intéressante à cet égard.

Pour Leila Sabbar, collaboratrice d'«Histoires d'Elles», «le mouvement des femmes n'existe plus comme moteur social et source de manifestations publiques, à part pour les luttes contre le viol, pour l'avortement, etc. Mais il est dans sa phase d'expression et de production, les groupes de femmes qui sont porteurs d'une certaine parole sont aux sources de la production (journaux - livres)». Comme le mouvement écologique, le mouvement des femmes semble en effet connaître une période de creux dans son action révolutionnaire, il faut croire que la révolution est ailleurs, ailleurs que dans les grandes manifestations de rue qui ont suivi mai 68.

«Y a-t-il une relation théorique telle que les femmes puissent bouger vraiment ? On en est plutôt à la constitution d'une mémoire, à un regard sur l'histoire. Moi, je souffre de cet arrêt théorique», dit encore Leila Sabbar. «Ce qui se passe, c'est une parole qui se répand, et qu'il y ait une récupération ou non, du genre «F-Magazine», n'est pas le problème. Mais ce n'est plus du tout un mouvement d'avant-garde. Les choses n'avancent pas, et les vagues successives d'anti-féminisme marquent ce radotage. On est dans une complaisance narcissique, je me sens dans la

frustration, même si je travaille à «Histoires d'Elles.»

Ebranler la situation

Moment de creux nécessaire si on veut que toutes prennent la parole, mais ce n'est pas visible, ce n'est pas quantifiable. Comme le mouvement écologique, le mouvement des femmes s'est vu enterrer récemment par la presse : plus d'événements, donc il ne se passe rien. Il semblerait au contraire que des forces souterraines travaillent le

corps social, et à moins d'être sociologue-prophète, comme Touraine qui prétend révéler ces mouvements à eux-mêmes, il soit pour ainsi dire impossible de mesurer la gestation qui se fait. Une des raisons qui ont motivé les animatrices de «Des femmes en mouvements» à cesser sa publication était le risque d'enfermement dans "l'objet" mensuelle. Voici ce qu'elles en disent dans le dernier numéro : «Comme nous avons eu le courage de commencer la mensuelle, nous avons le courage de l'arrêter. Nous l'avons décidé dès le premier numéro : un an, pas plus.

«Nous n'étions pas des journalistes, nous avons dû ramer pour ne pas le devenir (NdLR : et moi qui rame pour le devenir...). Mais, à continuer, qui sait, le pire pourrait arriver...»

«Quelle presse pourrions-nous citer qui, jour après jour, semaine après semaine ou mois après mois, ne trace sa propre caricature, son portrait-robot, ne pédale sur place dans la semoule de l'événement domestique, manège à sept ou huit leaders de bois, vous savez, Giscard, Carter, Begin, le Chah, Teng Hsiao Ping, l'ayatollah Khomeiny, etc...»

«Plus un journal radote et mieux il marche. (NdLR : si ça pouvait être vrai). La stabilité mortelle de la répétition instituée nous ennuie, là où nos mouvements tendent justement, de toutes leurs forces, à l'ébranler.»



Photo Gallocher

Trouver un lieu de parole

Il semblerait que ce dernier texte de la mensuelle ait reçu un écho favorable et large, que le but soit atteint, si l'on en juge d'après le volumineux courrier, reçu pour l'occasion, la réaction est à la fois la déception et le sentiment qu'il faut agir, entrer en contact avec les autres femmes. La rupture est ressentie comme positive. Par exemple : «Le risque d'enliser le désir dans les mots seuls ou les belles images... que nos désirs prennent corps et s'inscrivent dans une pratique vivante... si des femmes comme nous se mettent en route, la mensuelle continuera par

Les femmes dans la gauche

Faire entendre la parole des femmes dans les instances politiques.

En juin dernier, une double initiative était lancée par des femmes au sein du parti socialiste et du parti communiste. Sous le titre «de parti mis à nu par ses femmes», cinq femmes communistes publiaient un texte dans «Le Monde» tandis que, sous l'impulsion de trois femmes socialistes, un courant féministe dit «courant III» se constituait au PS. Où en est-on aujourd'hui ?

Au moment où les féministes de gauche décidaient de se manifester dans leurs partis respectifs, le contexte politique était différent de ce qu'il est actuellement. C'était quelques mois après l'échec du programme commun aux législatives. Et les réactions étaient à l'opposé dans le PS et dans le PC : Alors que les communistes entamaient un large et houleux débat, avec les contributions des intellectuels comme Ellenstein et Althusser, et avec les féministes, au contraire les socialistes semblaient envahis d'inertie. Si le texte des femmes communistes s'inscrivait dans ce débat, l'initiative des femmes socialistes devait être vue comme une tentative pour débloquent un parti figé. Le point commun entre les deux restait cependant la volonté de faire entendre la parole des femmes dans les instances politiques.

Depuis, les ex-partenaires du programme commun ont fait du chemin chacun de leur côté, et on se retrouve face à un PS éclaté en je ne sais combien de tendances, alors que le PC semble soucieux de resserrer les rangs. La perspective des congrès, en avril pour le PS et en mai pour le PC, est une donnée à prendre en compte pour éclairer la situation politique.

L'accès au pouvoir

Dans la vaste épopée qui a vu récemment l'éclatement du parti socialiste, le courant III n'a pas résisté. Les trois femmes qui au départ s'étaient réunies pour le constituer, se sont ralliées respectivement à trois tendances différentes : Françoise Gaspard soutient la motion Mauroy, Cécile Goldet, la motion Pierret tandis qu'Edith Lhuillier a déposé une motion femmes. La question des motions était essentielle, car c'est le moyen de faire déboucher un courant de pensée sur un courant de pouvoir, donc d'avoir accès aux instances dirigeantes du PS. Il suffit pour cela qu'une motion recueille 5% des voix au congrès. Les deux thèses qui s'affrontaient au sein du courant III portaient davantage sur des questions de tactique que sur des questions de fond : Pour Edith Lhuillier «nous avons décidé que ce que nous avons à dire était essentiel et ne se marchandait pas. C'est pourquoi nous persistons dans l'intention de déposer un texte. Nous ferons l'impossible pour le faire publier dans le Poing et la Rose, comme contribution pour un premier temps, puis de le développer en texte de motion pour le congrès de Metz».

Pour Cécile Goldet et Françoise Gaspard, il ne fait pas de doute qu'une motion de femmes ne recueillera que 1% ou 2% de voix et qu'il n'est pas tactiquement efficace de persister à en présenter une. Sans ambitionner de faire carrière dans le parti, du genre de celle d'Yvette Roudy, elles estiment que les femmes ne peuvent faire l'économie d'une participation aux instances dirigeantes du PS (Françoise Gaspard est d'ailleurs maire de Dreux et Cécile Goldet, sénateur suppléante)

Pour Cécile Goldet, l'éparpillement des femmes du courant III est loin d'être un signe d'échec, «c'est l'apparition au grand jour de la réalité; chacune avait mis en commun sa ligne féministe, chacune a suivi ensuite sa ligne politique». Tout en restant convaincue qu'un groupe de pression féministe est une force, mais qui peut être exercée plus utilement en dehors des partis, elle pense que les répercussions du courant III sont d'ores et déjà mesurables par exemple dans le fait que le parti ait accepté un quota de 30% de femmes sur les listes européennes. Quant aux réactions des femmes socialistes dont beaucoup avaient adhéré d'ailleurs sur la base du courant III, Cécile Goldet estime que, si certaines voient sa disparition avec regret, nombreuses sont celles qui la voient avec soulagement.

On peut s'étonner cependant que tous les arguments développés en faveur d'un ralliement aux autres courants ou pas ne leur soient pas apparus plus tôt. Que d'énergie économisée! Et surtout

on aurait pu éviter ce qui apparaît comme un recul féministe ressenti tout à fait suamment par bien des dirigeants socialistes.

Elles voient rouge

Côté PC on observe chez les féministes un peu plus de cohérence, sans doute parce qu'elles sont parties sur des bases plus claires. Leur projet de créer un journal qui s'adresse à toutes les femmes de gauche, et pas seulement les communistes, tient toujours. Il porte même un nom, elles voient rouge. L'équipe de départ s'est un peu étoffée, il y a maintenant une vingtaine de femmes dont huit sont plus disponibles pour travailler sur la question. Leur objectif immédiat n'est cependant pas la sortie du journal, qui verra le jour probablement en septembre, mais la rédaction d'un texte collectif qui doit circuler dans les cellules du parti avant le XXIIIème Congrès. Qu'il soit ou non



nous... le courage de vous arrêter me donne le courage d'entreprendre".

Arrêter un journal à un moment où il tourne (avec un tirage de 150 000), quasiment en plein essor, il fallait y penser. Là, «Des Femmes» a fait fort. Et ça marche : c'est le choc d'où devrait jaillir une certaine lueur. Les femmes se mettent-elles en mouvements ? C'est bien possible, puisque l'idée des journées entre femmes est reprise, que toutes les femmes qui écrivent demandent des contacts (les adresses sont à leur disposition à la librairie) et qu'un projet de "boum de femmes à grande échelle" devrait se réaliser cet été. Pour «Des Femmes», le mouvement n'a donc pas disparu, loin de là, il s'est déplacé, sans doute vers moins de militantisme et davantage d'universalité. Que le mouvement ait changé de nature, qu'il ne soit plus seulement fer-de-lance pour acquérir une assise plus large, les unes et les autres semblent s'accorder là-dessus. Que le cœur du problème soit de trouver un lieu de parole, ça paraît évident. Cela dit, il y a une chose que je n'ai pas encore tout-à-fait bien comprise, c'est pourquoi des femmes s'obstinent à fabriquer un objet "journal", alors que manifestement elle abhorrent le journalisme. Je ne sais pas, moi, il y a des tas d'autres choses qu'on peut faire pour prendre la parole. Il n'y a pas besoin d'un support papier. Enfin, parole de journaliste n'est pas parole de femme.

C. D ●

présenté comme tel au Congrès n'est pas la préoccupation majeure, l'essentiel étant qu'il soit discuté par l'ensemble des militantes, communistes mais aussi féministes dans les groupes femmes locaux.

Cette phase de proposition et d'élaboration devrait déboucher sur une définition rigoureuse de leurs positions, tant vis-à-vis du PC que de la lutte des femmes. Il n'est pas question pour les signataires du texte de revenir sur la polémique «pourquoi êtes-vous au parti alors que vous en contestez la pratique anti-féministe?», car elles demeurent convaincues que «seul le parti a une assise populaire vraiment large, et que les thèses marxistes restent valides.»

Leur but est de faire valoir à la fois leur autonomie de femmes et leur volonté d'union avec les autres femmes. Deux choses qui sont loin d'être admises par le PC. Celui-ci rejette toute idée d'autonomie au nom de la solidarité communiste et tente de faire apparaître



Photo Christian Weiss

Après la mensuelle

La maison d'éditions «des femmes», va bien. Beaucoup de livres doivent paraître au printemps et même, puisque depuis octobre 78, les femmes des éditions ont assumé elles-mêmes la diffusion dans le sud-est, elles envisagent d'étendre cette diffusion par elle-même à l'ensemble de la France.

Une édition brochée du quotidien des femmes (numéros parus entre 1974 et 1976 - 220p. - 15F) et de «Femmes en mouvements» (numéros parus de décembre 77 à janvier 79 - 1100p. - 80F), seront disponibles dans les librairies des femmes dès le mois d'avril.

Enfin, «Ourika», texte classique (XIX^{ème} siècle) réédité et présenté par Claudine Herrmann. Cette réédition devrait être suivie d'autres.

Pour celles qui veulent continuer les journées entières entre femmes : contacts par ville :

-Bordeaux : 91.80.72.

-Lille : 51.54.88.

-Lyon : 37.41.96.

-Marseille : 33.75.18.

-Paris : 222.02.08.

-Rouen : 98.64.62.

cette initiative comme une tentative fractionnelle. Il ne veut pas entendre parler non plus de solidarité féministe avec les femmes non communistes qu'il considère comme réformistes.

La difficulté pour les signataires du texte, vient de ce qu'il leur faut résoudre une contradiction dans laquelle on les met de force.

Pour elles, il n'y a pas, il ne doit pas y avoir incompatibilité entre leur action et celle du parti, tout le problème consiste à le faire admettre. Leur texte comporte d'ailleurs une critique du mouvement féministe aussi bien qu'une critique de la politique du PC. Cela dit, leur position se défend d'être exclusivement critique. Elles tentent d'apparaître comme force de proposition et de ne pas être ressenties comme purement contestataires par l'ensemble des femmes communistes. Il y a là un écueil à éviter : «Les femmes du parti ont peur, peur de la transgression et le parti s'y entend pour foutre la trouille.»

C'est bien évident que le PC, qui ne voit pas d'un œil bien amène l'initiative de «ses» femmes, cherche à les faire passer pour dissidentes et traîtres à la cause.

C'est donc contre cette image, interiorisée par nombre de femmes des cellules, qu'elles ont aussi à se battre. Des femmes qui ont été sensibilisées par leur initiative, ont eu par la suite une réaction de recul en craignant qu'une action féministe ne vienne à ébranler la solidité d'un appareil dont par ailleurs elles apprécient le caractère rassurant. Elles auront moins de problèmes à se reconnaître dans un journal, qui sera aussi leur moyen d'expression, que dans une initiative qu'on leur présente comme fractionnelle.

Les signataires du texte tiennent cependant à ne pas contourner l'obstacle en faisant l'économie d'une analyse, même au risque de faire des vagues.

C.D. ●

La souscription lancée pour la création du journal «Elles voient rouge» n'a pas encore apporté les fonds suffisants.

Au cas où le journal ne sortirait pas, les souscriptrices seraient remboursées.

Joindre ses noms et adresses à une contribution financière et les adresser à Peggy Sultan, 8 rue Brezin, 75014 Paris.

On a tendance à résumer l'action féministe par : avortement, contraception, sexualité, maternité, divorce. Si la lutte des femmes se concentre actuellement sur l'avortement, c'est par accident historique qui fait que l'Assemblée Nationale doit se prononcer à nouveau sur la loi de 1920. Les féministes réclament purement et simplement son abrogation et non quelques aménagements dans le sens d'une plus grande tolérance. Contrairement à la précédente campagne pour l'interruption de grossesse, le but de cette action de sensibilisation vise à faire le lien entre les femmes des différents pays et à donner à cette exigence une dimension planétaire. A partir d'un catalyseur, la lutte pour l'avortement, les femmes européennes jettent des ponts vers les femmes du Tiers-Monde, faisant apparaître que le droit à disposer de son corps passe par la suppression du contrôle médical et de l'accession pour toutes à une contraception librement choisie. A partir de la lutte contre les mutilations sexuelles, les femmes du Tiers-Monde tissent en retour les liens de la solidarité internationale.

Requiem pour la loi Veil ?

La loi sur l'avortement a quatre ans,
mais il est toujours impossible d'avorter
dans plus de vingt départements...

En France, depuis 1975, la loi Veil est venue interrompre, pour une durée de cinq ans, l'application de la loi de 1920 qui interdisait et réprimait sévèrement toute tentative ou pratique d'avortement. Elle sera remise en question lors de la session parlementaire d'octobre 1979.

En fait, le texte de cette loi, étudié pour ne pas heurter une opinion «bien pensante» était fait de compromis et contenait les germes de sa non-application. Loi de classe, elle ne prévoyait pas le remboursement de l'IVG par la Sécurité Sociale et défavorisait de ce fait les femmes des couches populaires. Loi restrictive, elle exigeait l'autorisation parentale pour les mineures et excluait de son champ d'application les immigrées et les femmes enceintes de plus de dix semaines. Loi répressive, elle culpabilisait les femmes en leur imposant des démarches humiliantes. Loi illogique, enfin, elle autorisait l'IVG, en interdisant toute propagande, toute information et, donc, tout enseignement. Donnant aux femmes, pour la première fois dans ce pays, le contrôle de la procréation, les reconnaissant donc comme majeures, elle les plaçait, en même temps, sous le contrôle moral d'un corps médical qui n'est pas fait pour cela.

Sur ce plan, le rapport du ministère de la santé, préalable à l'ouverture de la discussion parlementaire, ne peut que reprendre les scandales dont la presse s'est faite l'écho depuis plusieurs mois.

Du côté des gynécologues-accoucheurs

Dans sa quasi-totalité, le clan des gynécologues-accoucheurs est opposé à l'IVG (Intervention Volontaire de Grossesse), habitués qu'ils sont à décider à la place des femmes, ils n'admettent pas qu'on leur enlève cet os de taille. Si la clause de conscience n'est pas toujours avancée, la liberté que prennent ces «maîtres» avec la loi, relève à la fois de l'abus de pouvoir et d'un trafic financier dont on ne peut plus douter : Comment en effet, interpréter le fait que toute candidate à l'IVG doive se munir, à l'hôpital, comme en clinique «de la somme demandée en liquide», et ce, sans obtenir de facture la plupart du temps ?

Tout cela fait qu'il existe en France une vingtaine de départements où il est totalement impossible d'avorter. A noter qu'ils se situent dans les régions les plus touchées par la crise et le chômage (Nord, Pas de Calais, Somme, Vosges, Meurthe et Moselle...). Dans beaucoup d'autres secteurs, l'avortement reste difficile à obtenir. Certains patrons de

CHU prennent la liberté, totalement illégale, de mettre en place des commissions de détection des candidates. D'autres instituent un fichier (!) qui permet d'exclure les «récidivistes». Il paraît que ces commissions seraient l'enjeu de la bataille de 79.

Toutes ces difficultés, volontairement accumulées par le corps médical, favorisées par une insuffisance de moyens financiers entraînent à un dangereux retour en arrière. Les plus déshéritées ont repris l'usage de la sonde, avec son cortège d'hémorragies, infection, et souvent, la mort à la clé.



Photo GO/Didier

Le contexte politique

La bagarre politique autour de la loi Veil sera dure. En 1980, la fin du mandat de Giscard sera proche. Il sait que sa réélection n'est envisageable qu'avec l'apport des voix de la fraction la plus réactionnaire de son électorat. L'opinion des mandarins détenteurs du pouvoir médical et aux revenus importants pèsera dans la balance. Une partie de l'électorat catholique va se laisser influencer par les déclarations de Jean Paul II. Les pressions papales embarrassent d'ailleurs l'épiscopat français qui, depuis Vichy, se démarque des Pouvoirs. Il est peu probable que les évêques français prônent un retour à la loi de 1920. Leur opposition sera-t-elle relativement modérée ? Il faut attendre la sortie de leur «livre blanc» en avril, dont le titre prévu «L'Homme menacé» laisse songeur ?

Depuis la parution du Rapport Sulle-rot, la politique nataliste va s'amplifier, savamment orchestrée par les médias. Elle ne crée pas de conditions favorables à une ouverture de la loi.

Une plate-forme commune

L'ensemble des Mouvements, Planning Familial, MLAC, Groupes Femmes, viennent d'annoncer leur entente avec les Partis Politiques de gauche et les Syndicats, sur une plateforme de revendications communes.

Un texte commun est prévu entre CGT .CFDT . FEN . SNES . Le PC le

PS CHOISIR le SMG et FO ont des projets d'améliorations de la loi assez proches : -Droit à l'avortement libre et remboursé pour toutes, y compris les immigrées et les mineures. Prolongation de la date limite d'intervention (de 12 à 20 semaines selon les groupes) -Divergence actuellement sur la clause de conscience, que CHOISIR veut garder, mais que refuse la CFDT. Le PC et le PS en discutent. (séparément, bien sûr).

En pointe, la tendance qui allie Planning, MLAC, LCR, PSU et de nombreux groupes de femmes. Elle comprend la suppression pure et simple de la Loi avec inscription de l'avortement au répertoire des actes médicaux.

On entame, ainsi, la grande remise en cause de la famille et du pouvoir médical. Autorisation parentale et clause de conscience seraient supprimées,

les médecins qui refuseraient de pratiquer l'IVG seraient menacés de poursuites pour «non-assistance à personne en danger». Le développement de véritables centres d'avortements, contraception-sexualité, autonomes, créés à part des Centres Hospitaliers et des maternités se révèlent donc absolument indispensables. Les docteurs à «conscience» ne viendraient plus alors y mettre opposition. Un droit de contrôle pourrait y être exercé par des femmes ?

Mais où en est la majorité ? Il semble difficile à l'UDF de revenir vraiment en arrière. Une partie de l'électorat RPR semble se décider au maintien de la loi telle quelle. Reste la frange des intégristes, des Debréistes et de l'Extrême-Droite. Cette dernière annonce la couleur : elle est pour l'interdiction pure et simple. Personne ne peut en douter...

Laurette Biterman ●

Le service des I.V.G. supprimé à Lille

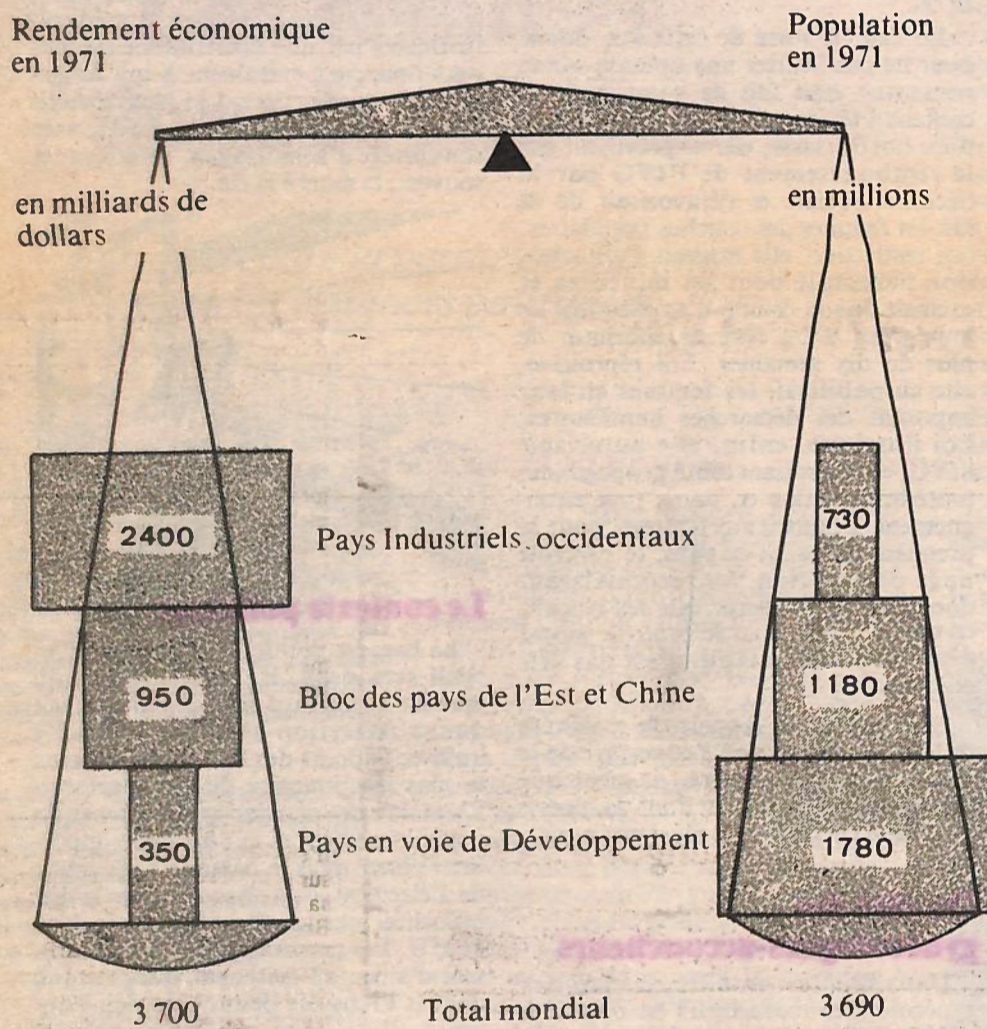
Le seul centre régional d'interruption de grossesse du nord, celui du CHR de Lille a annoncé sa fermeture officielle. Motif : Le patron M. Deminatti a donné sa démission, appuyé par des médecins qui déclarent ne pas vouloir pratiquer sans lui. Le Conseil d'Administration (à l'exception de quelques membres) a entériné la décision. Les représentants du Planning Familial, de la CFDT et de la CGT viennent d'adresser à chacun des membres, une lettre ouverte critiquant leur laxisme depuis le vote de la loi Veil. En effet, comment expliquer l'approbation de la candidature de Deminatti à ce poste de responsabilités alors qu'il ne cachait pas son hostilité à la loi. Au lieu de profiter de cette démission, pour se débarrasser de cet individu, le CA se

contente... d'envoyer au personnel des IVG... leur lettre de mutation, alors qu'il y a une liste de 10 médecins de la région prêts à prendre la relève de ces hospitalo-universitaires-arrogants. Le plus inquiétant est que le président de ce conseil, c'est Pierre Mauroy, dont la position dans cette affaire devient hélas de moins en moins ambiguë. Il est vrai qu'à Lille, les hommes de sa classe considèrent l'IGV comme un acte médical nécessaire «quand ça vous arrive la semaine des sports d'hiver» et que la Hollande n'est pas loin. Faut-il lui rappeler l'existence des habitants de Wazemmes, le manque de centres d'IGV à Denain, Somain, Seclin, et j'en passe. Mais M. Mauroy l'a-t-il jamais su ?

L.B. ●

Debout les damnées de la terre

Un triste panorama des lois sur l'avortement à travers le monde.



La campagne de masse qui démarre actuellement en France pour la remise en cause de la Loi Veil, n'est pas un phénomène local, isolé dans le temps et dans l'espace. Elle s'intègre, bien au contraire, dans un mouvement à l'échelle planétaire. Que ce soit dans les sociétés occidentales, pour revendiquer le droit à la contraception et à l'avortement, ou dans le Tiers-Monde, pour lutter contre la stérilisation forcée, les femmes du monde entier exigent maintenant le droit de décider librement si elles veulent des enfants : «Un enfant si je veux, quand je veux!»

En juin dernier à Londres, à l'appel du NAC (National Abortion Campaign) (1), prenait naissance un projet de Campagne Internationale pour le droit à l'avortement et à la contracep-

tion. Il s'est maintenant concrétisé sous le sigle ICAR (International Campaign for Abortion Rights) (2)

Les femmes de dix-huit pays y participent, entre autres : L'Italie, l'Espagne, l'Angleterre, le Costa Rica, la Belgique, la Hollande, l'Australie, le Portugal, l'Irlande, Hong-Kong, les Latino-Américaines, la Nouvelle Zélande, etc... Depuis la première réunion de Londres, d'autres meetings se sont tenus : à Bruxelles en septembre, à Paris en décembre 78 ; le dernier vient d'avoir lieu à Barcelone le 17 février. De toutes ces réunions, il apparait à l'évidence que, quels que soient les contextes socio-politiques des pays, leur degré de civilisation, de culture, le choix de l'acceptation ou du refus de maternité était toujours laissé à l'Etat, aux classes dirigeantes, au corps médical, avec ou non la bénédiction des Eglises.

Des lois permissives et répressives

Dans les pays à civilisation occidentale, le désir de limitation des naissances va de pair avec l'évolution des mœurs, l'augmentation du niveau de vie et, hélas, le développement de la société de consommation. L'essor des mouvements de Libération des Femmes depuis 1970 a favorisé cette tendance. C'est donc dans ces pays que seront menées les premières campagnes pour la libération de l'avortement et de la contraception.

On s'aperçoit alors que dans les pays où une loi «permissive» a été mise en place, les conditions en sont souvent inapplicables : Tels l'Italie, l'Allemagne, la France. Lorsqu'elles le sont, elles se trouvent régulièrement remises en cause. Ainsi, en Angleterre, où l'«Abortion Act» datant de 1967, a par deux fois, en 1975 et 1977, fait l'objet d'une tentative d'abrogation. C'est pour faire face à ces menaces que fut fondé le NAC. Citons le bond en arrière de la Nouvelle Zélande, qui vient de s'offrir, en avril 78, la loi la plus répressive du monde, alors que la situation de fait permettait, à un nombre important de femmes, d'avorter dans des conditions relativement acceptables. Les pays encore régis par une ancienne loi répressive connaissent des situations sociales et des gouvernements de politiques très différentes : La Belgique applique sa loi à la lettre, ce qui oblige les Belges (quand elles le peuvent) à aller se faire avorter en Hollande, où une loi similaire n'est jamais appliquée. Le Portugal, après trois ans de «socialisme», vit toujours sous la législation et les pratiques fascistes de Salazar. Sa situation y est similaire à celle de l'Irlande du Sud où la «coupable» d'avortement est condamnée à la prison à vie !

Ces pays ploient tous deux sous la houlette obscurantiste de la très sainte mère église catholique (avec en prime, pour l'Irlande, l'hostilité de l'Eglise réformée). L'Espagne est en train de digérer 40 ans de franquisme et les groupes Femmes qui se développent de plus en plus dans les grandes villes ont un travail énorme qui les attend.

8 mars : Journée Internationale des Femmes

Une manifestation de nuit est organisée cette année par les femmes des mouvements de la région parisienne et du MLAC. Thème : contre l'enfermement des femmes, à la maison, dans les bordels, pour la libération de l'avortement, contre le chômage, les femmes prennent la nuit.

Départ de la manif à 20h, rassemblement place Jules Joffrin, devant la mairie du 18ème, celle de Joël-le-Tac-aux-maisons-closes. Les prostituées participeront à la manif avec les représentantes des syndicats. Défilé de Barbès à République, le long du boulevard Magenta. Manif ni violente, ni balladeuse...

Tiers-Monde : Contraception = stérilisation forcée

Mais dans les Pays du Tiers-Monde : En Afrique, en Inde, en Amérique Latine, de même que chez les minorités des pays occidentaux, on oblige les femmes à une contraception et une stérilisation dont elles n'ont pas toujours conscience. A Porto-Rico, par exemple, cette île, ancienne colonie américaine, à majorité de gens de couleurs, a servi de terrain d'expérience dès les années 60 aux fabriques de contraceptifs américaines. C'est là que la pilule fut testée avant d'être introduite sur tout le continent, ce qui en même temps devait limiter l'émigration des porto-ricains vers New-York...

Aujourd'hui, 35% des femmes y sont stérilisées dès l'adolescence. On leur a dit qu'un grand nombre d'enfants entraînait la misère des pays pauvres.

On fait aussi le coup du chantage à l'aide alimentaire, en échange d'un programme de contrôle de la population. Mais leur dit-on que ce contrôle fait partie d'un plan de l'AID (Agence pour le Développement International, liée à la CIA) qui prévoit la stérilisation forcée de rien moins de cent millions de femmes !

Sous la menace de l'excommunication, le Brésil lui, interdit toujours l'avortement dans les grands centres de la côte Ouest. Mais les populations défavorisées des régions du Nord-Est subissent, elles, la politique internationale de contrôle forcé de la natalité. Les équipes du BEMFAM (Bien-être Familial !) visitent ces populations, leur distribuent gratuitement des pilules sans aucun contrôle médical, et sous prétexte d'exams gynécologiques, posent aux femmes des stérilets, dont on coupe le fil au ras. La femme ne sait pas, alors, qu'elle a un stérilet. On ligature aussi les trompes à l'occasion d'un accouchement. Et les grands laboratoires des pays développés expérimentent des contraceptifs injectables.

Or, privés de ces mécanismes de redistribution des ressources que sont les Caisses d'Allocation Familiales et de Retraite, les fonds d'action sanitaire... etc. que nous connaissons en Occident, le mineur Bolivien, le fellah Pakistanaï, ne connaissent qu'une forme «d'assurance-vieillesse» : la famille nombreuse qui les soutiendra dans leurs vieux jours.

Assurer la vieillesse. Un son de cloche qu'évoque curieusement le titre de Libé du 28 juin 78 : Le rapport Sullerot : «Offrez-vous un 3^e enfant, pour une retraite sans problème !»

L'ennui, c'est que les primes de cette assurance-là ne sont payées que par les femmes...

Laurette Biterman ●

(1) Campagne Nationale pour l'Avortement fondée en 1975.
(2) Sigle français : CIDA (Campagne Internationale pour le Droit à l'Avortement)

Au Soudan, dans la ville de Karthoum, à l'initiative du bureau régional d'Alexandrie de l'office mondial de la santé (OMS), s'est tenue une conférence où l'on a fait une large place à la dénonciation de pratiques de l'excision, de l'infibulation.

On a essentiellement donné témoignages et informations, exprimant en fin de congrès des résolutions mitigées qui insistent sur l'éducation du public et l'adoption de politiques nationales clairement définies pour l'abolition de ces pratiques.

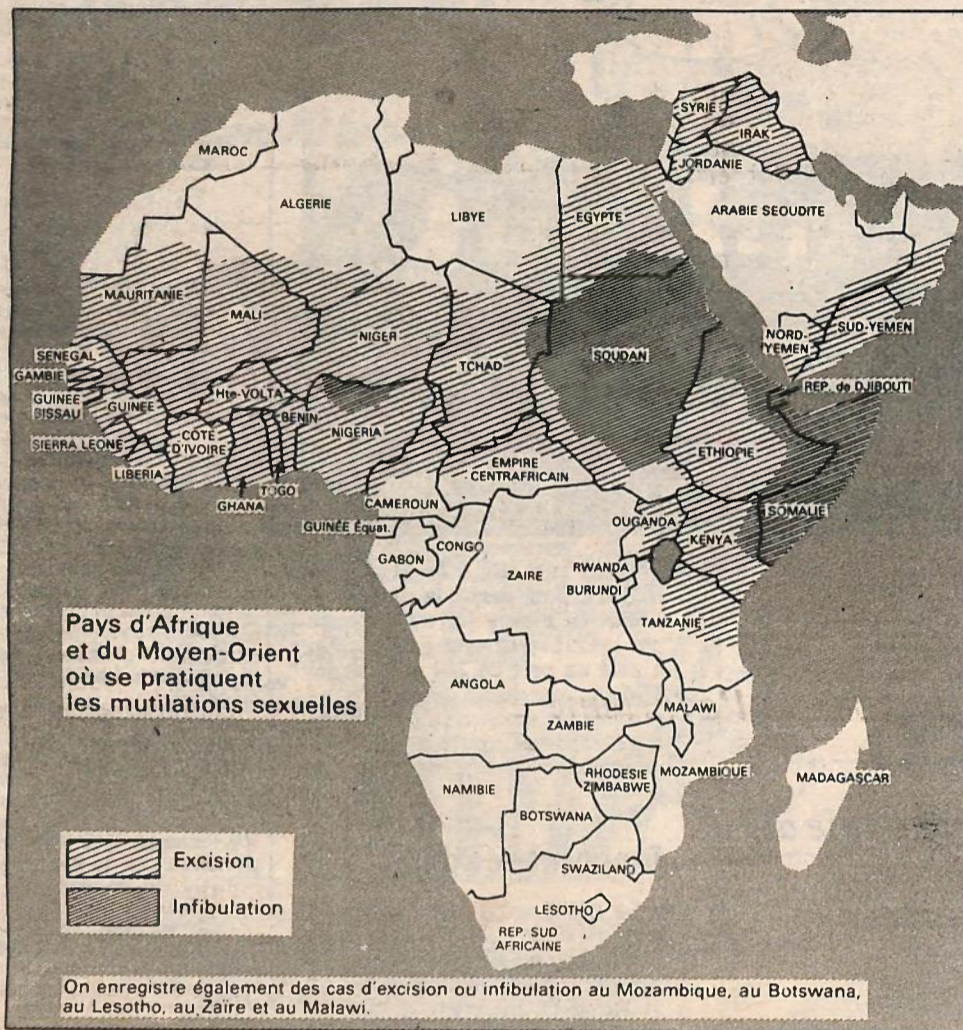
Elle a une dizaine d'années. Assise, nue, sur une natte, des femmes lui écartent les jambes. Une matrone serre entre deux batonnets les lèvres de son sexe. Avec un canif, l'exciseuse extirpe son clitoris, elle coupe, elle tranche. Dans le sang et les cris, elle taille encore les petites lèvres. Celles qui l'«assistent» tâtent de l'index la plaie pour s'assurer de l'intégrité de l'opération. On éponge le sang. Le couteau avive maintenant les grandes lèvres, quand elles sont en sang, on les colle, l'une à l'autre, les soudant avec des épines et de la gomme arabique comme cicatrisant. On laisse un morceau de bois pour ménager un trou pour l'urine et les règles. Pendant plusieurs jours, la victime a les jambes liées pour ne pas rouvrir la plaie. Seul, le jour des noces, le mari tranche le sexe fermé, au poignard.

L'amour fait mal en Afrique. La victime est au moins 30 millions de femmes. Ce genre d'horreur décrit un rite mutilant que des cultures éloignées tant par la distance, la religion et l'ethnie pratiquent. Ça s'appelle excision, infibulation. Ça s'appelle haine du sexe de la femme, haine de la différence, haine de la sexualité, haine du plaisir, haine de la liberté, haine de l'amour, haine de la nature, haine de soi-même.

Voilà bien un des chemins qu'emprunte le vide (1) pour sa propre instauration. Une culpabilité a fait que, même si on le savait, on se gardait d'intervenir au nom de la non-ingérence culturelle. Mais est-ce respecter l'homme, sa pluralité, sa différence, que de fermer les yeux sur ses

30 000 000 de femmes ont mal à l'amour

Mutilation, excision, infibulation : la haine du sexe



tares culturelles ? Ce sont les forces de mort qui ont dominé nos occidents impérialistes, mais où sont les forces de vie quand on mutile un être ? Y a-t-il une mythologie qui puisse justifier une telle atrocité ? Ne sommes-nous pas là devant un phénomène bien transnational, bien transculturel, où l'on voit le mâle sans frontière manifester névrotiquement sa possession de l'autre, sa peur de l'autre ? Objet jusqu'au bout du sexe. Surtout jusqu'au bout du sexe, voilà le malheur d'être femme au Tiers Monde. Malheur qui ne veut plus se taire, qui veut se montrer, pour se comprendre, pour se combattre.

Une culture quelle qu'elle soit n'est pas la solution figée d'une société face à ses membres, à elle-même, à son environnement. Une culture est d'abord un problème posé, continuellement transformable, continuellement évolutif. Celui de l'Afrique passe, aussi, par ce refus des rites contre la vie, de rites contre le plaisir.

A Karthoum, on est resté sur la défensive, l'information, car on sait la complexité du problème. En l'occurrence son imbrication socio-économique : une femme non excisée est rejetée (chienne de brousse pour les Somaliens !), ne trouve pas de mari. Certaines en viennent à réclamer cette opération pour échapper à la pression sociale de rejet. Des immigrés en France paient même le voyage d'une exciseuse pour perpétuer cet indicible.

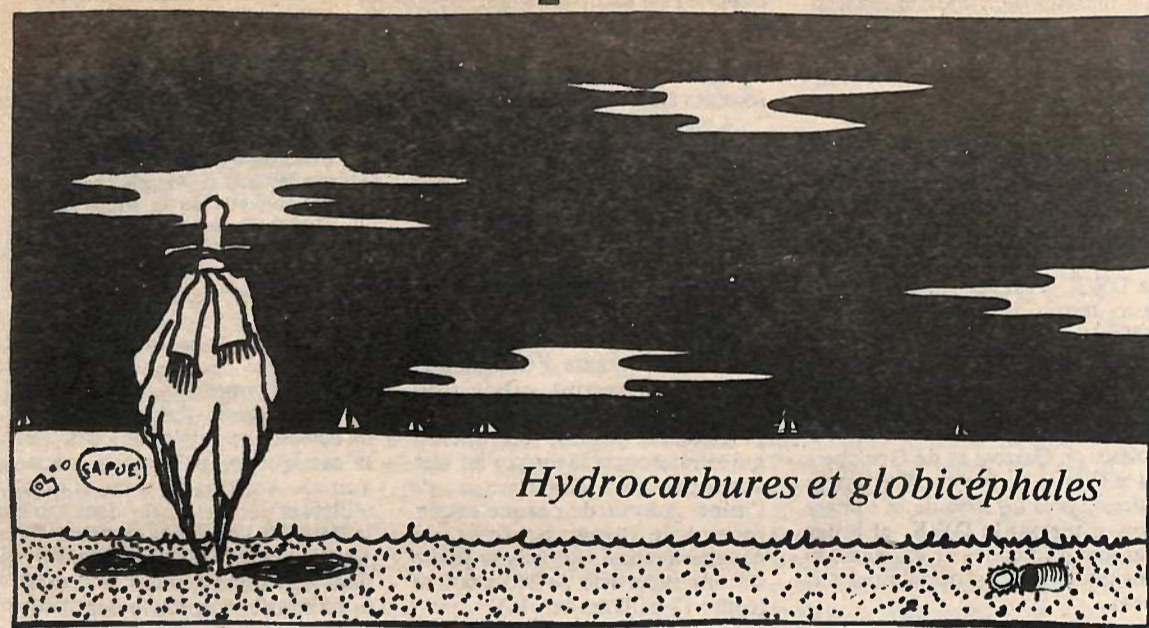
En fait que pourra-t-on faire tant que des roitelets comme Jomo Kenyatha (du Kenya) proclament que cette opération est nécessaire pour avoir une enseignement «moral et religieux complet» ?

Seule issue aujourd'hui : que les excisées prennent conscience et parole, qu'elles disent et dénoncent. L'amour ne doit plus faire mal (2). Nulle part.

J.M. Asselin ●

(1) Les Chemins du Vide de R. Jaulin.
(2) Awa Thiam : La Parole aux négresses Denoël Gauthier.

Nouvelles de la planète bleue



Le premier comité interministériel de la Mer a eu lieu la semaine dernière sous la présidence de Mr Barre. En dehors de la constatation du travail déjà accompli, rituelle autosatisfaction de toute réunion de ce genre, on a appris que deux remorqueurs d'intervention seraient mis en service. Il en existe déjà un basé à Brest (appartenant à la Cie Les Abeilles, filiale du groupe Progemar, qui dispose d'un quasi-monopole du remorquage dans les ports français), un second devrait s'installer à Cherbourg, le dernier serait basé à Toulon en Méditerranée. Le schéma national de la conchyliculture et de l'aquaculture a été approuvé. L'aquaculture était aussi à l'ordre du jour lors de deux journées de rencontres qui se sont déroulées à Paris. On a pu entendre ce qui se fait au Japon, où cette activité est très développée.

Conséquence de la crise de l'énergie et de la guerre du Kipour, le transport des hydrocarbures se fait sur des pétroliers de plus en plus gros. Le canal de Suez, qui ne peut les accueillir avait vu son trafic à peu près équivalent à celui de 1966. Ouest France constate que les navires de guerre soviétique empruntent maintenant cette voie pour aller de la Mer Noire au Golfe Persique et à l'Océan Indien. Le plan d'équipement de la marine de guerre soviétique indique clairement que les mers se militarisent d'une manière accélérée.

Encore une plateforme de forage qui coule, celle-ci est suédoise. Le naufrage a eu lieu en mer Adriatique. On apprend aussi que la Grande Bretagne va fabriquer des petits réacteurs nucléaires sous-marins de 28mw destinés à ces mêmes plateformes de forage. Ils sont prévus pour descendre jusqu'à 1500m sous l'eau. Caractéristique intéressante en cas de pépin. Le titre de l'information

«Nouveaux monstres sous-marins» paraîtrait relever du «catastrophisme» écolo, il a pourtant été retenu par un hebdomadaire réputé.

Si nos sous-marins nucléaires portent dans toutes les mers du globe notre pavillon (un sixième est en construction), notre marine marchande déjà pas très vaillante, va encore diminuer. La cie nationale CGM, issue de la fusion de la Générale Transatlantique, et des Messageries Maritimes, se paye actuellement un joli déficit de 450 millions de F. Elle va donc vendre une vingtaine de bateaux dans les deux ans qui viennent, avec en supplément, un joli cortège de licenciés aussi bien chez les sédentaires que parmi les navigants.

Brouillard : deux morts, trois blessés. Ce n'est pas le bilan d'un accident de la route. Mais celui de la collision entre un cargo qui

franchissait le Pas de Calais, pour aller à Gand, et le car ferry français «Saint Germain» de la SNCF, qui coupait l'autoroute maritime, qui passe entre Calais et Douvres, pour rejoindre l'Angleterre. Un jeune homme qui se reposait dans un salon du bord, a été tué par les toles déplaçées par l'étrave (l'avant) du cargo. Plusieurs centaines de navires passent chaque jour, malgré les radars des navires eux-mêmes, et ceux installés sur les côtes anglaises et françaises, la collision est la deuxième depuis le début de l'année. Malgré l'existence de ces contrôles qui rappellent ceux de l'espace aérien, les techniciens qui surveillent le trafic ne peuvent pas donner l'ordre aux commandants des navires, comme les contrôleurs du ciel aux pilotes. L'existence du système a permis malgré tout une très forte diminution de ce genre d'accidents.

Course au gigantisme

Le port de Rouen semble vouloir continuer la course au gigantisme en faisant remonter la Seine à des bateaux de plus en plus gros. Ce port situé à 100KM du Havre, en direction de Paris, se bagarre depuis de nombreuses années pour étendre ses possibilités et ses compétences au-delà même du raisonnable. Déjà, l'année dernière, l'équipage du petit cargo anglais «Mary Weston» avait fait les frais de cette politique. Plusieurs marins anglais avaient trouvé la mort dans leur bateau, retourné par un autre bateau, qui descendait la Seine comme lui, et qui l'avait doublé. Après l'accostage, voici deux semaines, d'un pétrolier de 100 000 tonnes à l'appontement en Seine du port de Honfleur, qui bien qu'en face du Havre relève de la compétence de Rouen ! Après donc cet accostage plus que

délicat puisqu'il faut faire tourner le navire sur place, le chef pilote du port de Rouen a déclaré tout content : «Nous avons ouvert la route de Rouen aux 100 000 tonnes». Cela promet ! Le jour où l'un de ces mastodontes se plantera sur un banc de sable dans un des méandres du fleuve, les responsables du Port Autonome de Rouen seront peut-être moins fiers. Déjà, on avait pu constater, de visu, leur efficacité, lorsque deux marins étaient morts, coincés dans la coque du Mary Weston, à 100 mètres de la berge. Ceci malgré leurs appels répétés à travers la coque. Aucun engin n'a pu soulever d'une manière efficace les 8 mille tonnes du petit cargo...

Selon Mr Le Theule, ministre des Transports, la commission d'enquête du Beltegeuse envoyée sur place dès le 8 janvier «poursuit sa mission en toute priorité»... Bref quand elle aura fini elle pourra épiloguer sur l'affaire du François Vieljeux, mais elle ne se déplacera sans doute pas, le bateau est au fond de l'eau. Dans ce cas, il n'y a plus de bateau, dans l'autre l'épave est là, mais il n'y a pas un seul rescapé. «Fortune de Mer» dit-on. «Les dangers du dangereux métier des officiers et marins français» dit le même ministre.

Pas de dommage et intérêts par contre pour les animaux marins victimes de l'homme. Dans la baie de Paimpol, des marins pêcheurs ont massacrés à coups de carabine, plusieurs «globicéphales». Plus connus sous le nom de souffleurs, ces animaux proches des dauphins sont inoffensifs. Selon certains, les autorités compétentes puniront les coupables. Il serait plus efficace que la France ait une position aussi dure, au niveau international en demandant l'interdiction de la pêche à la baleine, et en boycottant les produits qui en proviennent.

Gilles Klein ●



Plutonium sur Gorleben

Dans dix ans, l'Allemagne fédérale aura - tout comme la France - une belle usine de retraitement des déchets radioactifs. A moins que...

Gorleben, un petit village à l'est de Lünebourg, près de la frontière de l'Allemagne de l'Est est l'endroit que le Gouvernement ouest-allemand a choisi pour son projet de construction d'une usine de retraitement, ainsi qu'une installation de stockage de déchets radioactifs dans des mines de sel. Cette usine est de toute première importance pour l'industrie atomique allemande : il s'agit là du «plus grand investissement industriel du siècle», selon les termes de Günter Schenten, porte-paroles de la DWK (DWK : société allemande pour le retraitement de déchets atomiques, regroupant douze entreprises d'alimentation énergétique), puisqu'il est estimé à 10 milliards de DM !

Gorleben vivra !

«Gorleben vivra» est le mot d'ordre que se sont donné les «Verts» de l'Allemagne du Nord. Leur lutte est d'autant plus intéressante qu'elle présente une face constructive : l'usine (encore fantôme) est prétexte à des perspectives réjouissantes dont les bases concrètes sont déjà en place. L'opposition au projet nucléaire réunit à la fois les Bürgerinitiative ou Comités de Citoyens, les propriétaires terriens, le Comte de Bernstorff et les paroisses protestantes de Gartow et de Gorleben, enfin, les écologistes venus de Hambourg Hanovre, Münster ou Berlin, issus en majorité de milieu universitaire, vivant à Gorleben en communautés dans des fermes louées, où ils mettent en pratique à la fois lutte antinucléaire, retour à la nature et structures sociales différentes.

Contre-projet ludique

Qu'on juge de l'ampleur du projet : le programme Gorleben vivra ne comprenait rien moins que le reboisement de la forêt, la construction d'une aire de jeux pour les enfants, des moulins à vent, des puits, un parking pour 300 voitures et un camping, des fours à pain, une aire pour le blé et les légumes... En tout, un projet

solide et enthousiaste de technologie alternative. A ce programme vint mettre le holà le 15 juin le Président du Kreis de Lünebourg, lequel ordonna aussitôt la démolition de l'aire de jeux : elle était «incongrue dans la forêt» (sic), on devait à tout prix empêcher la construction d'une sorte de «colonie marginale»... Quand on connaît les plans de la DWK de gigantesques constructions de béton (12000 fois l'aire de jeux !), on reste rêveur...

Au 10 juillet 78, environ 45% de la surface prévue pour les travaux avaient été vendus à la DWK. Certains paysans, en proie à des difficultés financières et abusés par les méthodes de tractations de la DWK, avaient fini par céder leurs terres. Jusqu'au 2 mai, elle offrait un dédommagement de 4,10 DM par m² ; passé ce délai, les propriétaires se voyaient proposer 1,10 DM ! A cet ultimatum n'ont cependant pas cédé les paroisses de Gartow et de Gorleben, ni le Comte de Bernstorff, propriétaire de plus de 50% de la surface convoitée par la DWK, et louée par lui aux comités de citoyens, ni quelques autres propriétaires terriens.

La lutte contre les ventes de terrains continue de plus belle. Début juillet 78, les comités de citoyens apprennent qu'un paysan (M Tiedemann) veut vendre son terrain à la DWK. Il se montre néanmoins prêt à le céder à un éventuel acquéreur. Les comités de citoyens se mobilisent alors et réunissent en l'espace de quatre jours, les 378 000 DM nécessaires à l'achat au comptant du terrain. Finalement, 400 autres personnes répondirent à l'appel par les comités de citoyens et versèrent 1000 DM chacune, si bien que le jour de la vente, les comités avaient réuni la somme rondelette de 800 000 DM ! En vain... Le paysan mandaté par les comités de citoyens (M Wiese) pour l'achat revint la bourse pleine, l'affaire avait été conclue la veille au soir avec la DWK.

Depuis, la DWK continue à acheter maisons et terrains, la police installe un véritable centre de surveillance. Le Service de protection des frontières s'ajoute à

la police et renforce les efforts de la DWK pour casser la résistance. L'aide financière lui est apportée par le Gouvernement Fédéral, qui a voté un prêt de 200 millions de DM sur une durée de 4 ans pour prendre les «mesures de sécurité» qui s'imposent contre les militants antinucléaires.

Innocent sondage

La DWK sonde les esprits en interviewant les habitants dans tout le district, sur quinze pages de questions, parmi lesquelles, entre autres : «De quels arguments des opposants vous rappelez-vous ? -Quelles réactions, sinon actions, pouvez-vous vous imaginer au début des travaux ? (là-dessus, doit être sagement coché : Manifestation pacifique, manifestation avec usage de violence, sabotage direct des travaux, destruction de l'usine...) Naturellement, de façon à ce que l'on sache aussi plus tard, où et quoi l'on peut attendre de telle ou telle personne, les noms, adresses et professions sont aussi recopiés à la fin des interviews !

Aux dernières nouvelles, les travaux de forage du sol devaient commencer le 2 janvier 79, mais en raison du froid extraordinairement rigoureux, rien n'a été entrepris à ce jour. Les forges en couches superficielles (20 à 50 m en profondeur) doivent d'abord renseigner sur l'état du sol ainsi que sur les courants d'eaux souterraines ; ils seront suivis trois semaines plus tard de forages en profondeur (250m), opérations qui attesteront si le terrain est bien approprié à la construction de l'usine. Autour de chaque emplacement de forage profond, on déboisera une forêt soixantenaire sur une superficie de 200 x 600 m (coût : 12 millions de DM).

Les comités de soutien ripostent activement : depuis le 29 décembre 78 ils ont constitué une «garde de la forêt» sur l'aire de l'usine, faite des «Bürgerinitiative» de Hambourg et de Brême, qui se relaient constamment. Des groupes d'action à l'intérieur du comité de Gorleben élaborent des plans de résistance concrète contre les travaux de forage, grèves sur le tas, etc... Trois week-end d'actions eurent lieu en octobre, janvier et juin 78 partout en RFA contre la construction projetée de l'usine : on planta symboliquement des arbres sur la place publique tout en faisant connaître le programme de Gorleben par les slogans : Le reboisement, pas le retraitement ! ainsi que : Gorleben est partout.

Déjà le 15 juillet 78, le comité des citoyens et la Protection de l'Environnement du Lüchow-Dannenberg, la Communauté de Travail des Comités de Citoyens, l'Action des Citoyens de la Côte, l'Association Fédérale des Comités de Citoyens pour la Protection

Sidérurgie Atomique

En Lorraine, le gouvernement et les patrons essaient de reconforter les dizaines de milliers de chômeurs en agitant périodiquement des «solutions miracles» telles que l'implantation des usines automobiles ou la construction de la centrale nucléaire de Cattenom.

De plus en plus, aux yeux des travailleurs, l'industrie automobile, passe pour ce qu'elle est : un réel bluff. Pour ce qui est de Cattenom, il s'agit là d'un véritable chantage à l'emploi. EDF se propose d'employer 2000 personnes. Rappelons qu'il s'agit d'emplois temporaires et que les entreprises et le personnel qualifié viendront d'autres régions où ils sont actuellement en chantier. Il y aura au plus 300 à 400 embauches pour les Lorrains dans la phase la plus active de 2 à 3 ans. Ensuite le fonctionnement de la Centrale nécessitera la présence de 250 à 300 agents hautement qualifiés. 50 seulement d'entre eux seront Lorrains et appartiennent déjà à EDF.

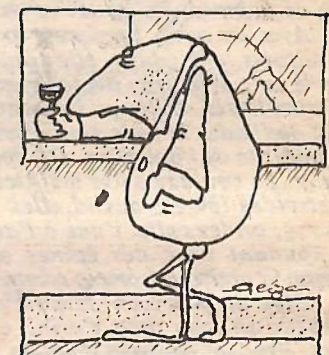
Au contraire la centrale nucléaire supprimera des emplois dans d'autres branches : les centrales thermiques : Malgré les promesses de modernisation, il est curieux de constater que les crédits d'entretien de la centrale thermique de Richemont ont été supprimés, mettant en péril 430 emplois. La centrale thermique de Grossbliederstroff est aussi menacée de fermeture. Qu'advient-il des autres ? Dans les HBL des milliers de licenciements seront inévitables.

La centrale nucléaire de Cattenom aggravera la crise de l'emploi et fera de la région de Thionville une zone morte. Le développement agricole et touristique de cette région est compromis. Les secteurs d'activités de la sidérurgie et du charbon ont été sacrifiés.

Aussi les antinucléaires de la région Sarglor-Lux se déclarent solidaires des travailleurs en lutte de la région. Le combat contre la centrale nucléaire de Cattenom, n'est pas seulement un combat pour la sauvegarde de la vallée de la Moselle, c'est aussi un combat pour la sauvegarde de l'emploi en Lorraine.

Ils ne tolèrent pas que les Pouvoirs Publics et EDF profitent de la situation actuelle, pour imposer Cattenom.

C.I.C.G.M.C. Amis de la terre Thionville, A.S.V.M.C.A.N. rombas, Briay Jarny, Verdun. Comités locaux Sierck et environs, B.I.M Régionaux LUX Bürgerinitiative Searbrook Marsig, U.O.P. D.P., P.C. Rml, L.C.R. etc...



La G.O., La Suisse et l'argent.

Nous avons décidé d'être à nouveau présents chez les marchands de journaux en Suisse, et de recommencer notre parution à l'occasion de la votation en Suisse sur le nucléaire.

Dans ce but, contact a été pris avec les Nouvelles Messageries de la Presse Parisienne (NMPP)/Groupe International Hachette (GIH) à Paris/Vanves d'une part, et d'autre part avec leur correspondant en Suisse qui est la «Presse-Import Naville» 5 rue Levrier à Genève. Monsieur Blumer, directeur de cette dernière (qui détient le monopole de fait de la distribution de la presse de langue française en Suisse), nous a répondu personnellement par téléphone qu'il n'avait aucune envie de perdre de l'argent et a refusé d'assumer la mise en place de la «Gueule Ouverte».

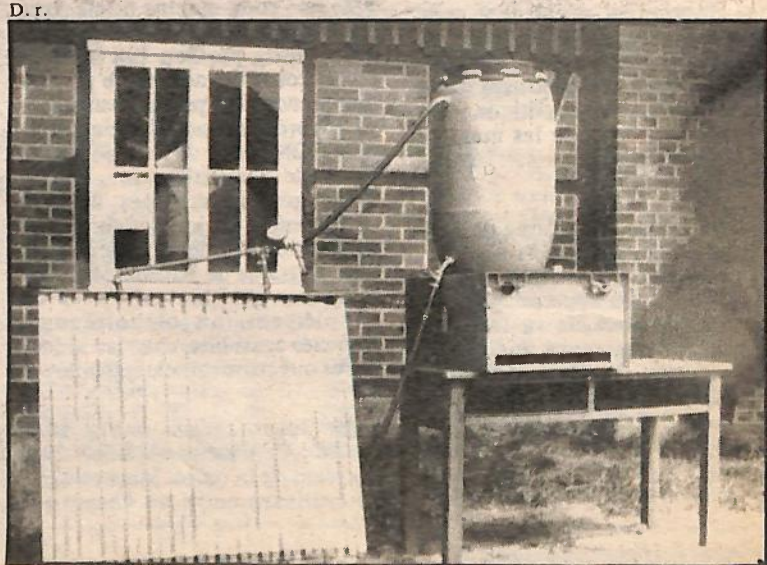
Les NMPP/GIH nous ont fait savoir qu'il leur est impossible de ne pas entériner la décision de la «Presse-Import Naville» à Genève.

Vous êtes cordialement invités à adresser vos plus vives protestations à M. Blumer.

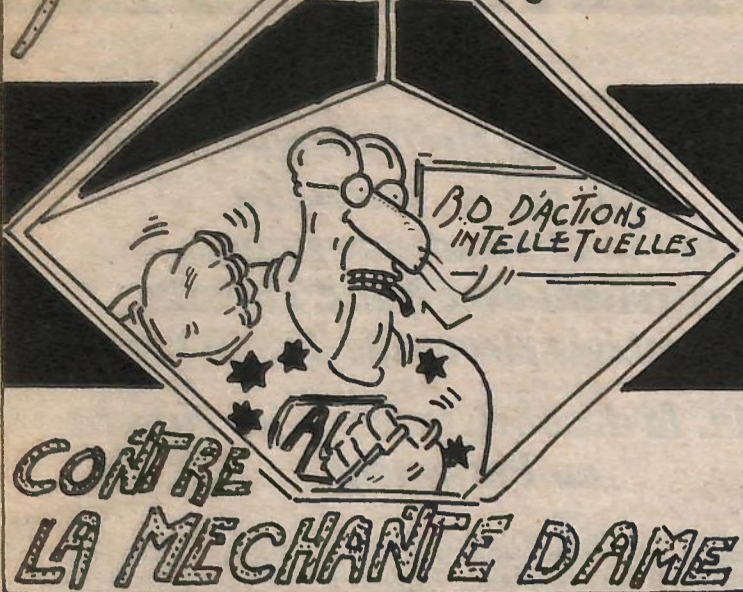
de l'Environnement avaient organisé un plan de résistance auquel ils demeurent fidèles aujourd'hui, la tactique se présentant comme suit : 1- Actions directes et non-violentes décentralisées dans toute la RFA dès l'annonce du début des travaux de forage. 2 - Manifestations décentralisées dès le deuxième dimanche après le début des forages le dimanche étant le jour idéal, puisque les travailleurs peuvent se joindre à la manifestation. Trois raisons à cette décentralisation : la situation géographique peu favorable d'une part, la peur

des grandes manifestations qui règne dans le Lüchow-Dannenberg d'autre part, attisée par ailleurs par la partie adverse et les mass-media, enfin, du fait de l'ampleur du mouvement antinucléaire, la longueur de la phase préalable nécessaire à la mobilisation totale, pour une manifestation simultanée en 6 endroits différents de la RFA Gorleben, Brokdorf, Borken (ou Biblis), Whyll, Ohu. 3- Manifestation centralisée à l'échelle de l'Europe.

Florence Faucompré



ANGE UPPERCUT



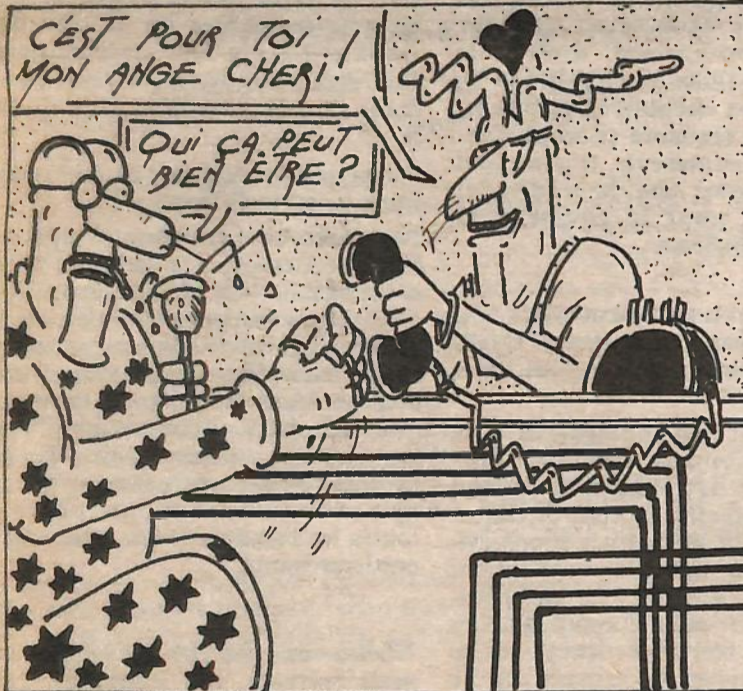
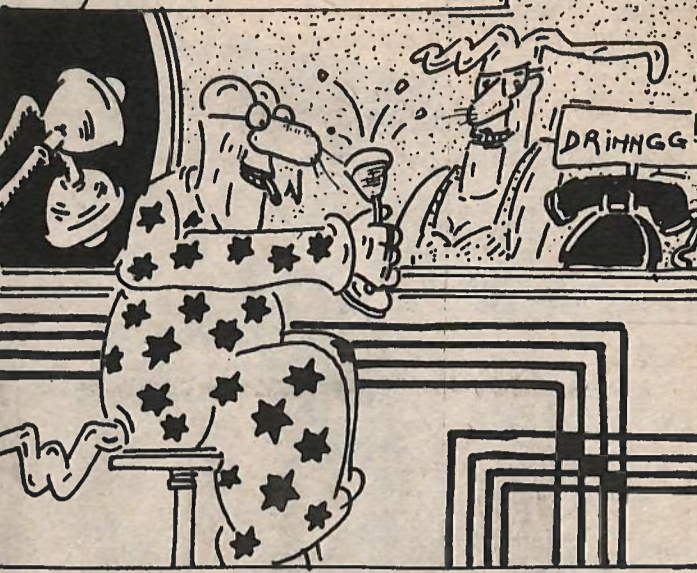
CONTRE LA MECHANTE DAME

POUR COMPRENDRE CETTE HISTOIRE IL FAUT VOUS REPORTER AU SOIR DU 8 AVRIL 1978 A L'INSTITUT PASTEUR A PARIS...



AH VOILA LE SERUM POUR LES OREILLONS YARK! YARK! YARK!

ET ENSUITE NOUS REPORTER LE 31 FEVRIER 1979 AU BAR BARISM AVEC NOTRE HEROS "ANGE UPP."



C'EST POUR TOI! MON ANGE CHERI!
QUI CA PEUT BIEN ETRE?



BOISSON, "ANGE UPP", ICI LE COMMISSAIRE PANTIN DE LA CLAYETTE VEZ VITE NOUS TROUVER NOUS VIVONS UN MOMENT ATROCE!

T'ARRIVE COMMISSAIRE!



ETRANGE... LE SPECTACLE QUI SOFFRAIT AUX YEUX D'ANGE UPP, TOUT LES MALES DE LA BOURGADE DE LA CLAYETTE AVAIENT LES OREILLONS...



VOUS COMPRENEZ POURQUOI JE VOUS AIS DEMANDE "ANGE UPP", C'EST ATROCE CE QUI S'ABAT SUR NOUS... AVEZ-VOUS UNE IDEE DOU CELA PEUT PROVENIR??

UNE PETITE... JE PENSE AU M.L.F CAR NOUS SAVONS QUE LES OREILLONS TOMBENT TOUJOURS SUR LES PARTIES GENITALES DES HOMMES!

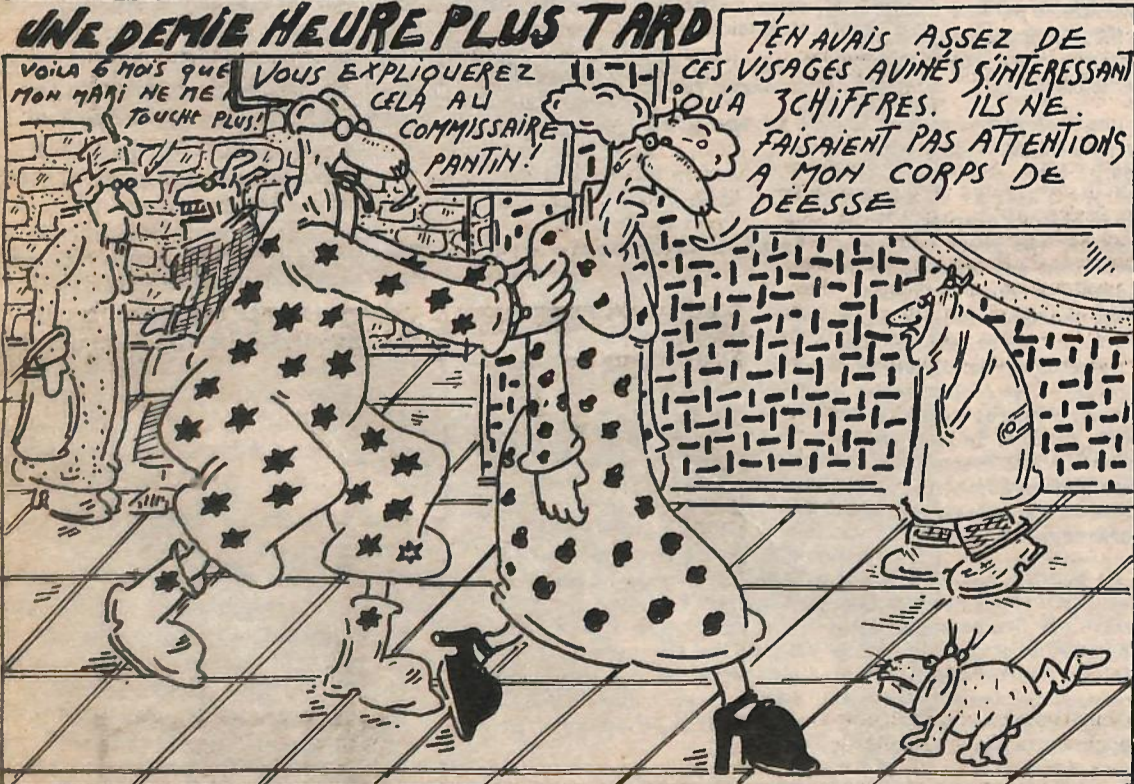
A QUI LE DITES-VOUS.



2 JOURS PASSENT... J'AI ENQUETE AUPRES DE 350 FEMMES ET PAS LA MOINDRE PISTE... ALLONS MEN JETER UN!



TIEN!! C'EST LE TIERCE AUJOURD'HUI! MAIS QUE FAIT CETTE FEMME ELLE TREMPER LES COUPONS DU P.M.U. DANS UN DROLE DE LIQUIDE!



UNE DEMIE HEURE PLUS TARD VOILA 6 MOIS QUE MON MARI NE ME TOUCHE PLUS! VOUS EXPLIQUEREZ CELA AU COMMISSAIRE PANTIN!

J'EN AVAIS ASSEZ DE CES VISAGES AVINES S'INTERESSANT A UN S'CHIFFRES. ILS NE FAISAIENT PAS ATTENTIONS A MON CORPS DE DEESSE



TU ES PRET POUR CE SOIR ANGE CHERI?

NON! J'AI UN GROS BOUPUIN A LIRE!

Foussin.

Les radicaux italiens

A quatre mois des élections européennes, Jean Fabre, secrétaire du Partito Radicale Italien, s'entretient avec Marc Thivolle de la stratégie électorale de son parti.

En juin, la désobéissance civile entrera au Parlement.

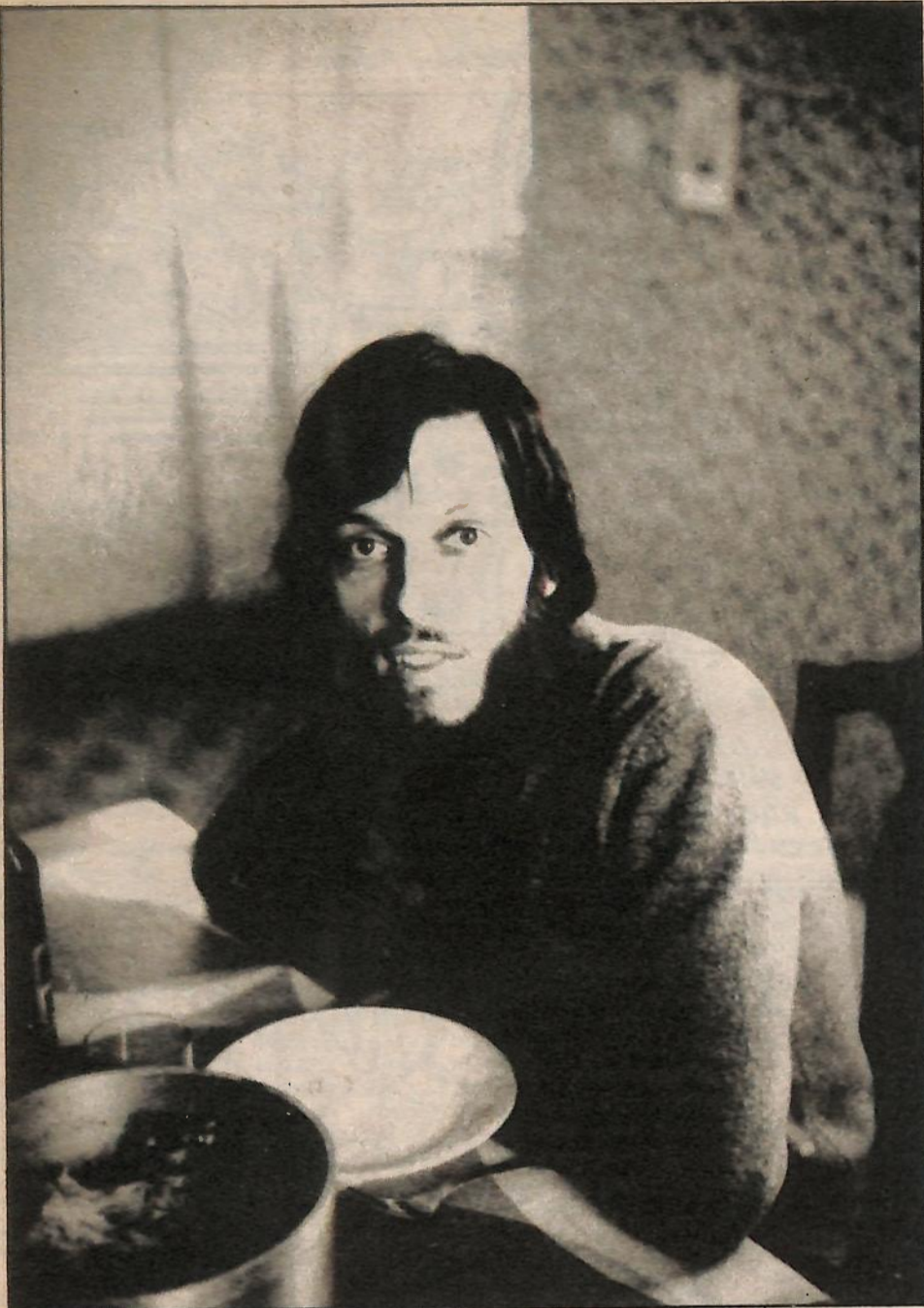


Photo GO Leny

Jean Fabre, secrétaire du Partito Radicale

En France, les choses sont complexes. Il existe une mouvance proche du Partito Radicale (Mouvement pour une Alternative Non-Violente, Amis de la Terre, groupes femmes, etc.) qui ne se présente pas aux élections européennes, mais aussi une tendance (Europe Ecologie) qui, elle, se présente. D'autre part les partis politiques sont, bien entendu, sur les rangs pour la course à la députation européenne.

G.O. : Le Partito Radicale, à la fois mouvance et parti, se présente. Quelle est la signification stratégique de ce choix ?

Jean Fabre : Il faut distinguer le style de participation aux élections européennes des partis traditionnels de celui du Partito Radicale. Si ceux-ci étaient identiques, nous ne participerions évidemment pas à une telle consultation. Nous voulons, à travers les européens, constituer le point d'appui, au plan européen, de toutes les luttes qui se mènent et occuper des espaces qui ne

seront occupés par personne d'autre que nous. Qui peut donner la main, relayer les luttes anti-nucléaires, antimilitaristes, écologistes sur le plan international ? Il n'y aura personne dans le Parlement européen qui fera quelque chose dans ce cadre-là.

Personne pour le faire, ou seul pour le faire, où est la différence ?

Nous chercherons aussi à porter la pratique des députés radicaux italiens sur le plan des institutions européennes. Cela permettra de mettre en évidence le fonctionnement de telles institutions, de mettre à nu ce que certains chercheront à cacher dans le cadre du Parlement. Nous agirons donc comme nous l'avons toujours fait : en conscience. Un parlementaire reste une personne qui doit agir en conscience et porter avec elle toutes les luttes dans lesquelles elle est partie-prenante.

N'allez-vous pas cautionner, par votre seule présence, une institution qui en fait renforce une Europe que fondamentalement vous contestez ?

Nous ne disons pas que tout le monde doit se présenter, nous ne disons pas non plus que nous donnons notre caution à l'institution européenne. Mais il est important de marquer les voies de la dissidence et de les compter. Un boycott peut être positif dans certains cas, mais parfois on ne sait pas qui n'est pas allé voter par paresse, qui par désintérêt ou qui par conscience politique claire.

Nous irons aux élections européennes avec un contenu de lutte, avec une expérience, un patrimoine que nous porterons dans ce nouveau cadre. Et c'est sur ce contenu de lutte que l'on va pouvoir se compter, c'est là-dessus que nous pourrions compter sur notre activité parlementaire et que certains pourraient compter sur nous.

Il ne s'agit pas de faire du parlementarisme. Notre façon d'agir inclut d'ailleurs la désobéissance civile des parlementaires contre des lois injustes ou répressives.

Ce n'est pas la première fois que vous vous battez sur le terrain électoral ?

Ce n'est qu'en 76 que le Partito Radicale s'est engagé pour la première fois dans des élections. C'est-à-dire après quinze ans de lutte menée sur le terrain, et après des acquis bien définis, des changements législatifs (loi sur l'objection de conscience, sur le divorce, première dépenalisation des drogues légères, etc.). S'il n'avait pas fait tout cela auparavant, il est évident que le Partito Radicale n'aurait eu aucune raison de se présenter aux élections.

Une fois élu, comment allez-vous travailler ?

Nous serons très peu au Parlement. Il ne faut donc pas se faire d'illusion : ce n'est pas nous qui aurons la majorité et qui pourrions changer quelque chose par la seule pratique parlementaire. Si un député est élu, son travail sera très différent de celui du parlementaire habituel. La « philosophie » de travail du député radical est simple. Puisque

Infos

Greenpeace à la vigie

Le 27 février à 16h15 heure locale, dans le port d'Alesund sur la côte ouest norvégienne, une équipe de neuf volontaires appartenant à l'organisation Greenpeace, ont pénétré à bord du « Vesla Mari », navire chasseur de phoques norvégien, qui devait prendre la mer pour rejoindre la banquise de Terre Neuve où 195 000 phoques doivent être abattus à partir du 10 mars prochain.

Les opposants à la chasse aux phoques qui s'étaient enchaînés sur le pont du navire, ont été retenus plusieurs heures par la police, après que leurs chaînes eurent été brisées et les quatre autres qui demeuraient enchaînés au sommet du mât du navire lorsque celui-ci prit la mer furent déposés dans la nuit sur la petite île de Vartdal au large d'Alesund. Là ils furent interpellés par la police et ramenés à Alesund par bateau pour être libérés quelques heures plus tard.

Le bateau de Greenpeace, le « Combattant de l'arc-en-ciel », désormais définitivement banni du port d'Alesund par les autorités norvégiennes, a repris la mer le 28 février.

Cette action non-violente, très largement couverte par la presse norvégienne, « a atteint son objectif initial : attirer l'attention sur la forte participation de navires norvégiens à la chasse aux phoques dans le nord-ouest atlantique ».

Interrogé par un journaliste norvégien, le capitaine d'un navire chasseur s'est déclaré « conscient du fait qu'il vit la fin de la chasse aux phoques ».

En effet, lors des trois dernières saisons de chasse, la flotte norvégienne a subi un grand déficit économique dû au déclin des populations de phoques et à l'effondrement du marché des peaux de phoques.

D'autre part, selon certaines sources, la reconversion de l'industrie norvégienne de chasse aux phoques serait déjà bien avancée.

Greenpeace réclame un moratoire de deux ans sur la chasse commerciale des phoques scellés à Terre Neuve afin que soit comblé le manque d'informations scientifiques sur cette espèce, et l'arrêt immédiat pour une période d'au moins 5 ans (le temps nécessaire pour amener une génération de phoques à capuchon à maturité) de toute chasse de phoques à capuchon, que ce soit à Terre Neuve ou à Jan Mayen.

Pour tout contact : Greenpeace, 47 rue Eugène Oudine, 75013 Paris. Tél. 583 33 50.

La nouvelle bataille du rail

Au moment où de graves menaces planent sur la SNCF, la CIME et la fédération des usagers des transports (FUT) viennent de créer un comité national de la bataille du rail. Le comité vise plusieurs objectifs : réduire les obligations de transport par un aménagement adéquat du temps et de l'espace, assurer le transport des personnes et des marchandises par les moyens les plus économiques en espace, en énergie et en vies humaines : priorité à la voie

ferrée, mettre fin à une politique de liquidation du rail : tarification, lignes dépotoirs et mauvais horaires diminuant la qualité du service et provoquant une désertion du public, s'opposer à la fermeture des voies ferrées secondaires et assurer le droit aux transports collectifs pour tous (7 secteurs de plus de 500 000 Ha sans gare), faire élaborer, adopter et appliquer un schéma interrégional des transports et des schémas régionaux prenant en compte la globalité des problèmes posés.

A l'occasion de la grève des cheminots prévue pour mercredi 7, la CIME et la FUT publient un communiqué : « Les cheminots sont en grève pour défendre le service public de la SNCF menacée de démantèlement par les projets gouvernementaux. »

Les écologistes et les usagers du transport sont solidaires de cette action qui a le mérite d'alerter le public. Mais étant l'ampleur de la menace, une grève traditionnelle n'est pas en mesure de modifier le cours des choses. C'est pourquoi nous invitons les cheminots et les syndicats à rechercher l'union avec les usagers et les écologistes et à prévoir d'autres formes d'actions, du type de la grève du paiement des transports par les usagers combinée à une grève du contrôle du paiement par les cheminots...

Le comité national de la bataille du rail devrait être relayé par des comités régionaux assurant la liaison entre les comités de défense, les associations, les syndicats et les élus pour une action commune. De tels comités seront

prochainement constitués en Alsace, Bourgogne, Normandie et dans la région parisienne.

Comité National de la Bataille du rail : 10 avenue de Lattre de Tassigny, 68100 Mulhouse Mulhouse
Fédération des Usagers des Transports 38 rue du Bourg Tibourg 75004 Paris.

Le 8 mars, Agnès Béothy est entrée dans le 50ème jour de la grève de la faim qu'elle mène pour protester contre les conditions imposées aux détenues « isolées ». Claudine Baptiste en est, elle à son 32ème jour.

Le mouvement « Prenons la parole » lance un appel par voies d'affiches. Les colleurs et colleuses sont bienvenus.

P.L.P. 43 rue du Faubourg St Martin 75010 Paris.

Tél 206 40 95.

Cantons - nous

La CIME demande aux groupes écologistes qui présentent des candidats aux élections cantonales de lui faire savoir à son secrétariat, 10 avenue de Lattre, 68100 Mulhouse, tél (89) 46 20 55 afin de centraliser au niveau national les résultats de tous les écologistes (généralement comptés comme « divers » par les préfetures) et de pouvoir fournir aux médias toutes les informations, le soir des élections. Les journalistes pourront recueillir tous renseignements le soir des élections entre 20h et 1h du matin au 749 72 32.

dans l'arène européenne

l'on est peu nombreux, il faut être plus intelligent que les autres. Il faut trouver des formes d'action qui soient irrécupérables par qui que ce soit, qui mettent en évidence les contradictions du Parlement et de sa politique et qui permettent à un certain nombre de luttes d'être menées à terme.

Pour faire mieux saisir cette «philosophie», je vais donner quelques exemples de ce que nous avons fait en Italie. Peu de temps après leur élection au Parlement, l'ensemble des députés radicaux participaient aux marches antimilitaristes (c'est ainsi que nous nous sommes retrouvés avec Adèle Faccio à faire un sit-in de vingt-cinq heures face à la police). Quelque temps après, les députés sont rentrés dans une prison, ont occupé celle-ci et y ont fait une grève de la faim pour obtenir une réforme sur certains points qui concernent la détention préventive et pour soutenir des médecins détenus pour avoir pratiqué illégalement l'avortement.

De la même façon, les députés ont demandé la levée de l'immunité parlementaire. Pour toutes les affaires juridiques dans lesquelles ils étaient co-inculpés, ils se sont présentés aux procès. Maintenant, on ne veut plus les inculper sous le prétexte de l'immunité parlementaire. Mais ils récusent celle-ci publiquement.

Les députés ont aussi appelé à une manifestation à l'époque où celles-ci étaient toutes interdites (peu après l'enlèvement d'Aldo Moro) à cause du climat de violence qui régnait. Une manifestante a été tuée par la police, ce qui montre bien que le terrorisme est bien souvent un terrorisme d'Etat. Cet appel à manifester était particulièrement important parce qu'il fallait arriver à battre le climat de peur, à faire en sorte que les gens se prennent en charge eux-mêmes. Cet acte était de la désobéissance civile ouverte.

Vous utilisez parfois les habitudes mêmes du parlementarisme...

Effectivement. Le meilleur exemple en est le blocage du vote sur plusieurs modifications de la loi Reale (1). Les députés radicaux ont fait de l'obstructionnisme en monopolisant le micro, en déposant près de deux mille cinq cent amendements pour que la loi Reale ne soit pas renforcée dans ses aspects les plus répressifs. Cette intervention était nécessaire par l'objectif qui était celui de l'arc constitutionnel (2) : empêcher le référendum prévu sur cette loi (voir GO n°215 du 21 juin 78). Ce qui importait dans cette affaire, ce n'était pas tant le sujet lui-même (l'accentuation d'une loi «d'ordre public»), mais l'affrontement de deux conceptions de la politique. Si l'on agit de manière à ce que ce soit les gens eux-mêmes qui décident (par voie de référendum par exemple) ce que doit être la législation de leur pays, alors le Parlement ne peut que tomber en désuétude.

L'obstructionnisme à la Chambre des Députés n'a donc pas été fait dans un but destructif ou partisan, mais pour permettre à la démocratie populaire de s'exercer.

Un député radical reste un militant ?

Ce qui différencie le plus nettement les députés radicaux de l'ensemble de leurs «confrères» européens, c'est aussi l'utilisation qu'ils font de moyens de lutte non-violents. Par exemple, les parlementaires ont entrepris une grève de la faim et de la soif pour obtenir le droit à l'information de tous ceux qui luttent (et non seulement du Partito Radicale). Quand verra-t-on un député français, hollandais ou allemand se lancer dans une telle initiative ? Quand verra-t-on, par exemple, les députés français ne plus soutenir seulement du bout des lèvres la lutte des paysans du Larzac, mais se lancer dans celle-ci, avec tout le

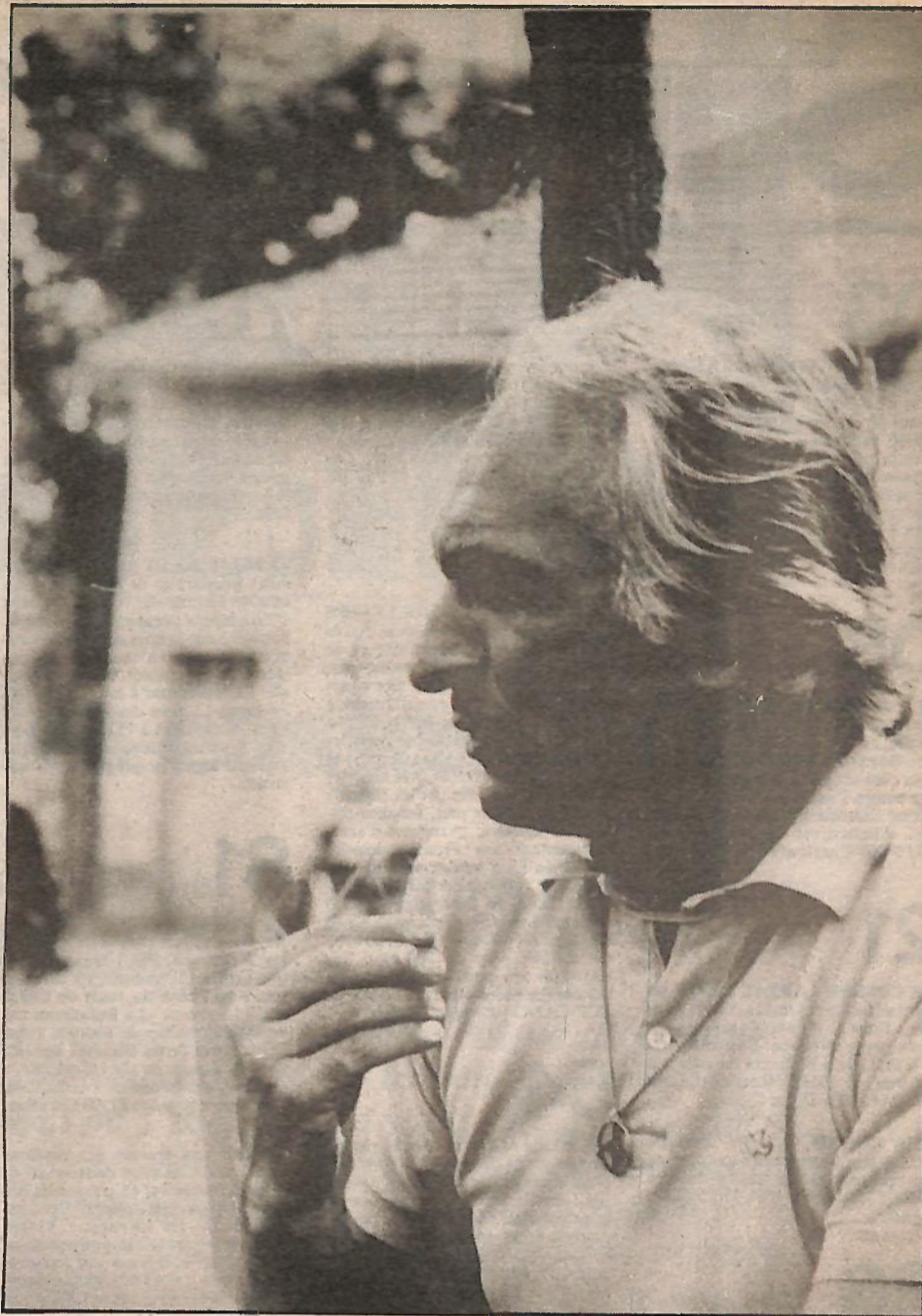
poids de leur statut, en utilisant de tels moyens non-violents, mais aussi non-institutionnels ? C'est pourtant ce style de pratique qui est le seul garant de l'efficacité d'un député de l'opposition. Le seul moyen de ne pas faire de l'électoratisme ou de se laisser récupérer par une pratique parlementaire classique est de se constituer comme point d'appui des luttes qui se mènent dans le champ social.

Le Partito Radicale : entre le Parlement et le «terrain».

Le Partito Radicale reste prioritairement engagé, en tant que mouvement, dans la rue, là où les choses se passent, là où les gens sont atteints dans leurs droits les plus élémentaires. Pour que les choses soient bien claires, et les rôles bien partagés, précisons qu'une fois élus, les députés n'appartiennent plus au parti, ne participent plus à ses congrès. Ils n'influent pas sur le parti et le parti n'a pas à influencer sur eux. Ce sont les points d'appui, dans le Parlement, aux luttes qui sont engagées en Italie. Dans cette optique, il est intéressant de se présenter aux élections. Dans une optique différente, il est inutile d'y aller : ce serait une perte de temps.

Propos recueillis par Marc Thivolle

- (1) La «loi Reale», entre autres dispositions répressives, permet à la police de tirer sans sommation sur tout présumé suspect. Bilan : des centaines de morts.
- (2) L'arc constitutionnel est constitué des partis qui soutiennent, directement ou par leur abstention lors des votes, le gouvernement (entre autres DC, PC, PS, Parti libéral et Parti républicain).



Marco Panella, député P.R.

Photo GO/Civell

Infos

assouplie réduisant d'autant les nuisances.

De même, les maires de l'aval (Royer, Chenard, etc.) peuvent également se prévaloir d'avoir engagé l'Etat sur le chemin d'un aménagement global, «rationnel», de la Loire qui à terme supprimera les crues et les basses eaux d'été.

L'Agence, dont la capacité financière est bien réduite avec le poids de Villereest et Naussac, voit son programme «pris en main» par d'autres. L'Etat, quant à lui, limite les dégâts par rapport à l'ambitieux projet que les maires proposaient dans leur livre blanc, tout en donnant l'impression de répondre à une aspiration régionale.

Un seul point noir : Ces quatre barrages ne seront pas seuls à marquer le paysage du Bassin de la Loire. Leurs corollaires inévitables : de beaux et «propres» surgénérateurs vont également sortir de terre... Mais qu'importe, n'est-ce pas... Le progrès, c'est le progrès, et comme dit Marchais, c'est pour la bonne cause «pour encore plus de bien-être».

Correspondance Tours.

Boum suisse

Vous savez que les Suisses ont dit «oui» aux centrales nucléaires. Faiblement, soit... De telles opérations de vote présentent un risque majeur. Pas moyen de voter en conscience et connaissance de cause quand l'information est à la solde des possédants, des argentés et par là même du lobby nucléaire. Du coup, certains écologistes ont trouvé de

nouvelles justifications à des actions plus dures et clandestines : les sabotages.

Ni par déception, ni par désespoir, mais par pure stratégie, un commando antinucléaire a fait sauter le pavillon d'information de Kaiseraugst (1 million de francs suisses de dégâts). Et ce, après avoir pris toutes les précautions pour éviter des blessés (dixit leur communiqué de revendication). Un autre attentat, non signé, sur le site de Sabstad a fait quelques dégâts. En attendant de voir la presse s'interroger sur ces nouvelles brigades vertes, quelques extraits de leur message à méditer :

«Ces actions montrent :
- qu'il est possible d'organiser la résistance jour après jour, et pas seulement à l'occasion des grandes manif (...);

- qu'il est possible de combiner mouvement de masse et actions de petits groupes, centralisation et décentralisation

- qu'il est possible d'opposer à l'illégalité du lobby atomique une illégalité omniprésente du mouvement, et qu'il y a des gens (partie du mouvement) capables de réussir des sabotages et qui ne veulent plus limiter le cadre de leur vie au cadre du Code pénal.

(...) Nous savons que par le passé de nombreuses personnes ont montré leur satisfaction pour de telles actions et ont prouvé leur solidarité passive. Nous leur demandons de donner une forme active et un contenu politique à cette solidarité. Ce qui ne signifie pas forcément mettre cette forme d'action (le sabotage) à la première personne. Cela signifie en premier lieu qu'il faut être capable de voir, de propager et de coordonner de telles actions comme partie de l'ensemble du mouvement antinucléaire.»

et là-dessus mon commentaire personnel emprunté au Tao : «Face au mal, seul est efficace un progrès énergique dans le bien»

70ème jour de grève de la faim

Nous le disions la semaine dernière, Charles MAESTRACCI est en grève de la faim. Aujourd'hui sera son 70ème jour. Il demande la révision de son procès (accusé pour un hold-up qu'il n'a pas commis, les témoignages confirmant). Vous pouvez aider le comité de soutien en rédigeant la pétition suivante et en la faisant signer, avant qu'il ne soit trop tard. (C. MAESTRACCI est déterminé à aller jusqu'au bout).

PETITION :

Monsieur le Ministre,

Charles Maestracci a été condamné à 15 ans de réclusion pour un hold-up qu'il affirme ne pas avoir commis (il n'a été reconnu par aucun témoin et les deux autres auteurs du hold-up affirment qu'il n'était pas le troisième homme). Charles Maestracci a été condamné sans preuves, comme Pierre Goldmann et Christian Ranucci. Il a commencé une grève de la faim le 28 décembre dernier, pour obtenir la révision de son procès.

Nous demandons la révision de son procès et, dans l'attente, sa libération.
Nom :... Prénom :... Signature :

A envoyer au comité de soutien à Charles Maestracci, chez Don Quichotte, 110 rue du Château 75014 Paris

30

Lecteurs de la Gueule Ouverte de Nîmes, où êtes-vous? Que faites-vous? Sur Nîmes, on pourrait peut-être se rencontrer. Prendre contact avec Jean Pezon 2ter rue des Tilleuls Nîmes.

32

A VENDRE en Ariège, une grange de 40m2 sur deux niveaux plus deux jardins. Située dans un petit hameau de montagne, Cuilléré, 09420 Rimont. Pour tous renseignements, écrire avec un timbre-réponse à Cadet Mataréou, Cagnet 32400 Ris-cté ou tél. 62 69 73 14.

35

ETUDIANT EN AGRONOMIE cherche pour l'été prochain, un stage sur le thème «protection du milieu naturel» ou «application d'énergies nouvelles» dans un organisme quelconque; il s'agirait de quelque chose permettant à la fois de bosser et d'apprendre... adresse : Pascal Denoroy, 43 rue de St Brieux, 35000 Rennes.

39

A LOUER ferme grand bâtiment dans le Jura avec 20 acres de terrain 800F sans charge. Ecrire à Serge Grappe 3 rue des Castors 39300 Champagnole.

59

JE CHERCHE à faire un stage rémunéré emploi-formation dans les 4 mois qui viennent à partir de mars de préférence côté artisanat ou écologie (agriculture bio comprise). J'ai 21 ans et le goût d'une vie plus saine. Qui peut me répondre? Contacter France Thiriez au 3 rue du Mal Foch 59120 Loos.

J'AI BESOIN du nom de famille de Chantal, condamnée le jeudi 16 novembre 78 à un an de prison avec sursis pour avoir laissé son mari se suicider (tribunal de Lille). Il me faut ce nom pour obtenir les minutes du procès. Lecteurs, (trices) de la GO dans la région de Lille, pouvez-vous me retrouver ça? Merci. C Koenisfeld 9 rue Emile Zola 92130 Issy les Moulineaux

NOUS RECHERCHONS DES VOIX surtout ténor et basse, qui voudraient bien se joindre à notre groupe musical, ainsi que tout percussionniste intéressé en la matière pour chanter le Moyen-Age. Sur la région du Nord. Pour tout contact, voir France au 31 rue du Mal Foch 59120 Loos. Tél. 57 29 69

67

YVON SIFFER vous invite à cette technique particulière de la peinture sous-verre, ainsi qu'à son histoire. Les stages, en sessions de dix jours, auront lieu dans sa ferme à Neubois en Alsace, en juillet-août. 1^o session : du 9 juillet au 18 juillet inclus. 2^o session : du 6 août au 15 août inclus. S'inscrire chez Yves Siffer 1, rue Principale Neubois 67220 Ville.

76

NOUVELLEMENT ARRIVES dans la région de Rouen, Martha et Manon jumelles de 20 mois cherchent d'autres enfants pour se rencontrer régulièrement. De plus, les mères pourront les garder alternativement. Contacter Martine Unsel 2 rue Daniel Auber 76360 Barentin.

85

SALTIMBANQUES. On recherche saltimbanques en tous genre pour une animation de rue à Pouzanges le 23 juin. Mecs foireux s'abstenir. Pour en savoir plus long écrire à Isabelle Brochard rue Louis Desnohes 85700 Le Vieux Pouzanges.

86

ON EST DEUX, la même passion. Amour des enfants. Et nous cherchons deux places d'animateurs dans colonies (écolonid) de vacances, camps, ou écoles parallèles pendant l'été prochain pour vivre des moments forts avec et pour eux. Ecrire à Faureau Patrick rés Mauce Cenis N° 103 Bat A rue de la plaine 86022 Poitiers Cedex.

91

MJC RIS ORANGIS. 24 25 mars, stage danse débutante. 1 avril : Randonnée pédestre. 6 avril : Photo club. Du 9 au 13 avril stage guitare. 21 et 22 avril randonnée pédestre. 26 avril : rencontres au féminin. 27 avril Photo-club. Participation de la MJC à la fête du printemps. 4 mai : Débat : la musique traditionnelle. 5 mai : animation avec groupes folk sur le marché. 6 mai chanteurs de rues. 12 mai à 12H 4^e festival folk de Ris Orangis. Entrées 40F.

«Non au Larzac»

Suite au succès du référendum Millavois, le conseil municipal a pris plusieurs décisions pour concrétiser l'opposition au camp.

D'abord reboiser une partie des communaux. Plus important : pour répondre aux ordonnances d'expropriation, une grève administrative et une journée ville morte.

A l'initiative du maire M. Diaz, les élus d'une vingtaine de communes proches du Larzac se sont regroupés dans une «association des élus opposés à l'extension du camp militaire».

Parallèlement (ou autre figure géométrique) un conseiller municipal, créateur d'un comité pour une solution négociée a été viré par ses collègues de la commission environnement ou il était vice-président.

Dans leurs aventures avec le ministère, les paysans du Larzac avancent désormais clairement qu'en tout préalable, aucun paysan ne soit

chassé et que la Blaquièrre soit sortie du périmètre d'extension... Normalement cette proposition rend impossible toute extension; les comités Larzac, eux, craignent malgré cela, une extension vers le sud. Spéculation sur hypothèses qui laissent le débat sur la négociation dans l'opaque, le flou, l'indicible. Wait and see...

Reste qu'un GFA, le 4ème du nom, a pris la relève des trois autres; en l'absence d'adresse, je suppose qu'on peut écrire à : R. Pirault, St Martin du Larzac 12000 Millau...

Reste aussi comme le dit le bulletin des comités que l'état est proche et que... faut faire un dessin? Allez, réfléchissez. Pour tous ceux qui ont fait la marche et tous ceux qui ne l'ont pas fait, il existe une brochure (avec photos et beaux textes), elle coûte 6F. On se la procure au comité Larzac du coin, sinon on écrit à J. Pineau Coordination des comités Larzac, rue de Glosop, 12100 Millau. Il se fera un plaisir de vous l'envoyer.

Abonnement

170F à 250F selon vos revenus. 180F minimum pour l'étranger. 150F collectivités. 100F cas sociaux patentés, chômeurs, objecteurs, insoumis, taulards.

Chèque bancaire ou postal à l'ordre des Editions Patatras, Bourg de St Laurent en Brionnais, 71 800 La Clayette.

(écrire en capitales)

NOM
 PRÉNOM
 ADRESSE
 CODE POSTAL
 VILLE

Les Circauds

10-11 mars : Stage perfectionnement guitare avec O. Lataste. Harmonisation et déchiffrage à l'oreille. Ouverts aux guitaristes bien avancés. Déchiffrage de morceaux de chansons, approche théorique de l'harmonisation. Participation 100F - arrhes 50F.

17-18 mars : Expression émotionnelle. Ce marathon organisé par le Centre de Recherche Émotionnelle permettra aux participants à travers les SD (représentations de soi-même) de jouer et de revivre leurs émotions bloquées. Participation : 200 F. Arrhes : 50 F.

7-10 avril : Rythme Approche d'une méthode d'apprentissage du rythme, basée sur des repères corporels. Cette méthode s'utilise collectivement, de façon à retrouver les fondements des jeux de groupe : polyrythmie de groupe, jeux d'écoute des autres, découverte des sons, approche des percussions rythmiques. Bon sens du rythme nécessaire. Avec J.P. Boistel. Participation : 200 F. Arrhes : 50 F.

Renseignements et inscriptions : Centre de rencontre Les Circauds, Oyé 71610 St Julien de Civry. Permanence téléphonique de 11 h à 13 h 30 au (85) 25 82 89.

01

Pour avoir renvoyé ses papiers militaires, Jacques Martin 25 ans ouvrier charpentier, comparaitra le mercredi 7 mars à 15H devant le tribunal correctionnel de Bourg. Pour affirmer votre soutien et votre solidarité à l'inculpé, vous pouvez, selon vos convictions et vos possibilités : Envoyer des lettres et des télégrammes de solidarité au président du tribunal (audience du 7 mars 15H tribunal de correctionnel rue du Palais 01 Bourg). Participer à un nouveau renvoi de papiers militaires le jour du procès. Participer au soutien financier. Venir nombreux le jour du procès au tribunal. Participer à la soirée de soutien qui aura lieu le mardi 6 mars à 20H Salle de la rue de la Paix. Signer et faire signer la pétition. Refuser 3% de vos impôts et envoyer cet argent aux paysans du Larzac BP 96 12100 Millau. Pour tous contacts Comité de soutien à Jacques Martin 9 rue du Palais (en face du tribunal) 01100 Bourg en Bresse.

18

En vue de préparer des actions d'information sur l'objection de conscience et la défense civile non-violente (à l'occasion d'un procès pour renvoi de papiers militaires) : réunion le jeudi 15 mars à 20H30 à l'hotel des Syndicats à Bourges.

26

GRAPHITI. Le vendredi 9 mars à 8H30, Hubert Monnier comparaitra au tribunal de Valence, pour dégradations d'édifices publics. (inscriptions en faveur des paysans du Larzac).

31

OBJECTEURS. Le CLO Toulouse invite tous les objecteurs, futurs objecteurs et sympathisants de Toulouse et des départements du Sud-Ouest, à participer à la réunion qu'il organise le samedi 10 mars à 14 heures à la CNT, 1 rue Merly (près de la place St Sernin). A l'ordre du jour : riposte à l'offensive gouver-

nementale contre l'OP 20 (création de comités de soutien, participation à la campagne nationale). Mise en place d'une coordination réelle des groupes et individus engagés dans la popularisation de l'objection comme moyen de lutte antimilitariste (confrontation, actions concrètes à envisager en commun). Éventuellement, la réunion se poursuivra le dimanche. Prévenir autant que possible pour la bouffe et l'hébergement. CLO, BP 3063, 31025 Toulouse Cedex.

45

Patrick Douchet comparaitra devant le tribunal de grande instance d'Orléans à 14H le mercredi 7 mars 79 rue de la Bretonnerie Orléans.

49

Procès de 14 renvoyeurs de livrets militaires à 14H le 7 mars au tribunal correctionnel d'Angers. A la suite du procès, il sera procédé à un envoi de livrets militaires vers le Larzac. Que tous ceux de la région d'Angers qui ne peuvent plus assumer leur soutien



à une armée qui menace au lieu de protéger la vie, viennent assister au procès munis de leurs papiers militaires.

59

LE CLO LILLE reprend ses permanences d'information sur l'objection de conscience, tous les mercredis de 10H à 20H au 51 rue de Gand à Lille et promet de les tenir jusqu'à fin juin

75

Claire Bostyon et Christian Denèle passent en procès mercredi 7 mars pour vol, en opposition à un jugement qui les condamnait à deux mois de prison et 600F d'amende. (à la 24^e chambre correctionnelle du Palais de Justice de Paris 9H du matin). A ce procès, ils se défendent seuls et d'accusés, ils deviendront les accusateurs des grands magasins qui nous inicient quotidiennement au vol et nous esdroquent sur la qualité et les prix des produits. Si vous voulez en savoir plus sur la manière dont on nous vole chaque jour en faisant vos courses, soyez présents pour nous soutenir afin de rompre le train-train judiciaire arbitraire.

78

LE CSOC (Comité de Soutien aux Objecteurs) des Yvelines se réunit désormais tous les deuxièmes lundi de chaque mois à 20H au centre 8 8 rue de la Porte de Buc. 78000 Versailles. On peut se renseigner auprès de JF Fouqueray 4 place Gambetta Versailles Tél : 953 24 95. prochaine réunion lundi 12 mars 1979 à 20H.

80

Benoît, 22 ans est mort ! Incorporé le 1er février à la caserne Friand d'Amiens, Benoît est retrouvé mort le 10 février à la citadelle où il faisait ses classes. Selon la thèse officielle, il s'agit d'un suicide. Explication donnée par l'armée : Benoît acceptait très bien son incorporation. Il était volontaire pour suivre le peloton des élèves gradés. La veille, il blaguait encore ; le lendemain, il se levait à 6H normalement avec ses camarades. A 7H30 il est retrouvé pendu, suite à un état dépressif.

Cette version ne nous satisfait pas ! Sa famille n'a pu récupérer le corps qu'après avoir signé un acte confirmant le suicide. Elle a du insister pour qu'on ne leur rende pas le corps dans un cercueil plombé. Une proche parente infirmière a constaté des dégâts corporels n'étant pas uniquement en relation avec une pendaison. Aucune autopsie n'a été pratiquée ; le permis d'inhumer a été délivré par le médecin militaire. Opinion d'un médecin qui a examiné le corps : C'est bien un pendu... Je ne veux pas aller contre l'Armée mais si c'était mon fils, je demanderais une contre-enquête !

Nous demandons cette contre-enquête, car rien dans l'attitude de Benoît n'aurait pu laisser présager un tel acte. Pourquoi Benoît est-il mort ? Dans quelles circonstances exactes Benoît est-il mort ? Et combien d'autres encore ? Dans le but de répondre à ces questions, nous avons constitué un comité pour faire éclater la vérité sur la mort de Benoît. Pour tous contacts, pour tout témoignage s'adresser : BP7 80330 Longueau.

83

Marc Fissore passera en procès pour renvoi de livret militaire le 8 mars à 8H30 au tribunal de grande instance de Toulon. Présence et soutien.

Terrorisme en culottes courtes

Quand une génération a peur de ses rejetons, on ne peut plus parler de fossé, mais de gouffre...

Je m'étais levé de bon poil ce matin-là. La radio tapinait à l'étage inférieur, y'avait du Travolta à gogo, du hit-parade et les sempiternelles rengaines fadases et fielleuses (où amour rime avec toujours). Aux informations, un quidam assermenté affirmait qu'en politique, y'avait les affaires importantes et celles qui ne l'étaient pas. Les gens qui nous gouvernent faisaient partie de la première catégorie, eux qui avaient un pouvoir, celui de choisir pour nous au nom de nous : bref, ils faisaient de la politique. Le phénomène ne se limitait pas à l'hexagone puisqu'en Iran, Khomeiny fusillait les généraux du Shah, ceux-là mêmes qui hier encore, fusillaient les partisans de Khomeiny. Le shah et Khomeiny se portent bien, merci pour eux.

• Une seule ombre au tableau. Le gang des terroristes en culotte courte écumait une nouvelle fois le pays, persévérait et signait des actes de violence inouïe, à caractère gratuit, non élaborés, non prémédités. Une violence sans idéologie, sans projet, sans justification politique qui laissait pantois les psychologues, les criminologues, et même les politiciens. Quelques esprits politiquement orientés (vers où vous savez) invoquaient la conjoncture actuelle, l'urbanisation hyper-concentrée et autres balivernes. Mais que faisaient donc les

familles, les pouvoirs publics, la police, l'armée, s'indignaient les masses médiatisées?

A Vénissieux (Rhône), un groupe d'écoliers mené par une Calamity Jane de treize ans venait de «saccager» une école en représaille d'une sanction injustement répartie. En final sur un tableau noir, cette inscription : «c'est nous Zorro». Et chaque famille française, à peine les faits retransmis au télégrand écran-frisson, de fouiller consciencieusement le cartable suspect du fiston, des fois que... Déjà que les gros mots, c'est à l'école qu'il les avait appris. Cinéma, télévision, musique, besoin d'exister, soif de justice... les mêmes emplissaient leur tête de rêves qui voulaient vivre maintenant, ce soir, immédiatement.

A Saint Max, près de Nancy (Meurthe et Moselle), des gamins prenaient à partie d'autres gamins, juifs ceux-là, pour «jouer à l'holocauste». Holocauste, toute la presse en parlait, c'était une série américaine qui décrivait l'exécution de la «solution finale», autrement dit la liquidation physique par les nazis, entre autres qui, Darquier de Pellepoix le rappelait encore récemment dans l'Express «n'était pas des hommes mais des sous-hommes», tant il est vrai que les bourreaux ne supportent pas de tuer des êtres à leur image, ils auraient l'impression de se tuer eux-mêmes. Tout comme au

Moyen-Age, le racisme sexuel jeta aux flammes des millions de femmes étiquetées «sorcières» pour la commodité de la chose. Tout comme aujourd'hui, les homos sont des pédés, les jeunes des drogués, les arabes des bougnoules, les idéalistes des terroristes...

Et vous, à quoi jouez-vous, nous demandait l'enfant?

A Villeurbanne (Rhône), une trentaine d'adolescents âgés de 11 à 18 ans, en sortant de la patinoire, taquinèrent les passagers d'un bus. Un chahut que la presse locale nomma violence, même qu'un peu plus on se coltinait à l'en croire, un nouvel Ouradour-sur-Glane. Imaginez cette terrifiante certitude : un mini-holocauste, français de bout en bout, bien de chez nous. Remarquez que dans les rangs SS, y'avait pas que des Allemands, mais là n'est pas la question. Bref, les manchettes malades dérivèrent du racisme anti-jeune primaire au racisme crapuleux. J'en entendais déjà hurler à l'hystérie galopante. Criez pas comme ça!

Tout se trouvait en place pour le grand jeu des gendarmes et des voleurs. Les jeunes d'aujourd'hui, ma pauvre dame, c'est tout pourri. C'est sûrement qu'i z'ont pas connu la guerre et les privations. Manquait plus qu'un appel à la délation, savamment orchestré : «C'est lui, M'sieur Big Brother, c'est mon fils.»

Enfants - flics

A Brême-Hemeligen, des cartes d'«enfants policiers» ont été distribuées à des enfants âgés de 11 ans. Ils ont l'autorisation de s'entraîner (ping-pong, boxe) au poste de police, et leur mission est de dénoncer «les actes douteux» que ce soit le non-respect du code de la route par un camarade en vélo ou le vol à l'étalage... Commentaire d'une institutrice : le contribuable peut se réjouir, ce genre de passe-temps permet un renforcement gratuit de la police.

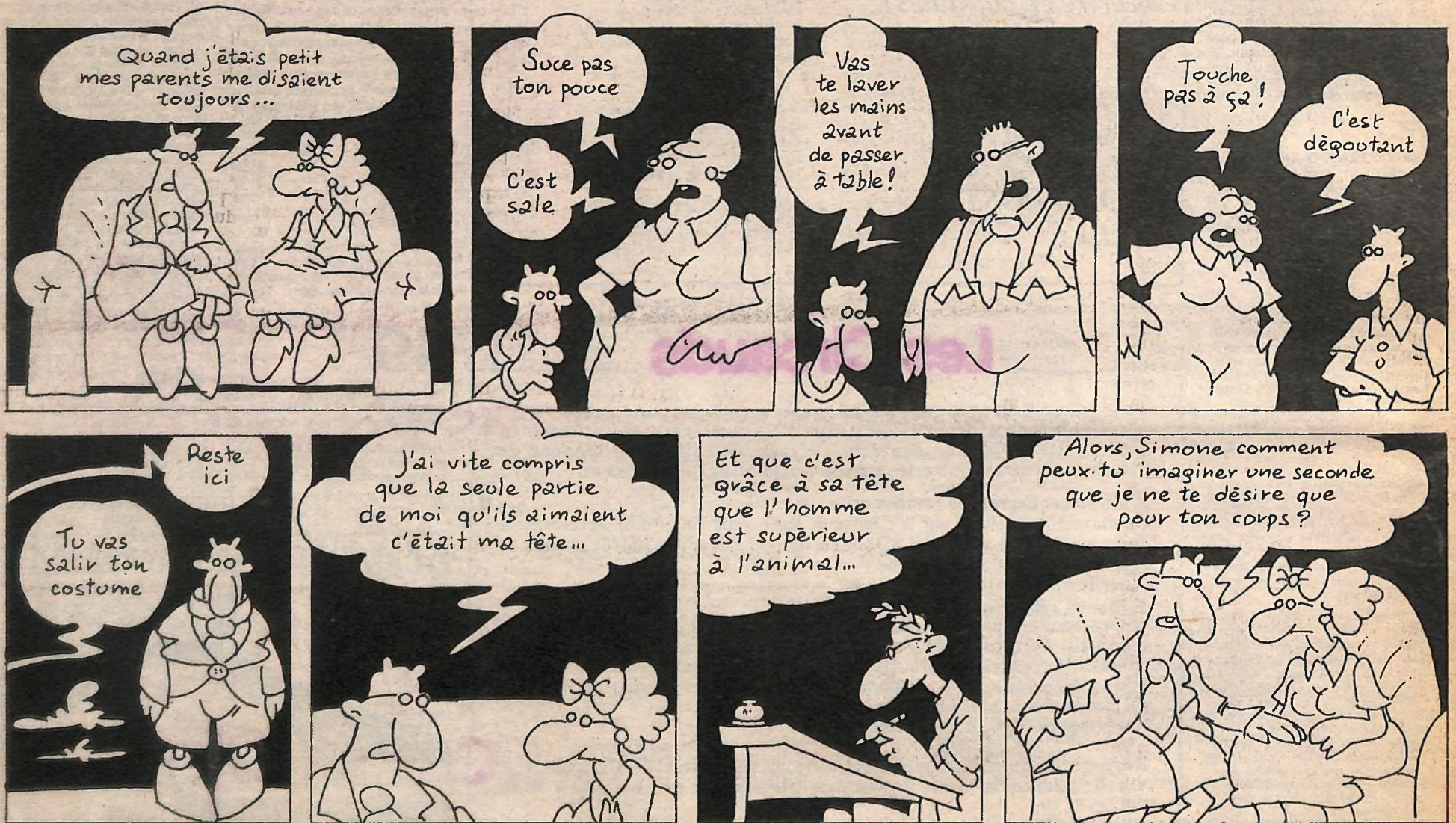
(Traduit de Information-Dienst Nr 265).

Procédure exceptionnelle : toute la population est invitée à reconnaître et à dénoncer son enfant. Forte récompense aux gagnants, les cinq premiers arrivés au commissariat avec une liste de dix enfants possibles comprenant des mineurs en fugue, des immigrés, des malades mentaux, des handicapés, des «en danger social» (se fier à l'instinct du chasseur), des «qui se touchent la nuit», recevront la médaille de l'ordre infantile de première classe.

Ah, ce beau pogrom. Cinquante millions de français se ruèrent aux trousses de leur progéniture. Le gouvernement n'avait pas les moyens de placer un flic derrière chaque enfant, la famille fut un excellent auxiliaire. Une fois le mal purgé, exterminé, le monde de l'enfance se retrouva entre gens bien propres, politiquement miniaturisés, compressés, triés, estampillés, prisuniqués.

Les félons passèrent par les cours d'assises pour mineurs, on créa même pour l'occasion une Haute Cour de Sureté Sociale d'Aide à l'Enfance, présidée par des curés new look, qui embastillèrent quelques milliers de furibonds. Ceux-là ne connurent jamais l'amour, on ne leur laissa pas même le temps d'apprendre l'alphabet.

Mandrin. ●



petit-roulet